

RAPPORT FINANCIER 2019 BLS SA



Explication du rapport de l'exercice

En publiant le présent rapport, le conseil d'administration de BLS rend compte des événements de l'année 2018 au sein du groupe BLS. Le groupe est constitué de la BLS SA ainsi que des parts dans des sociétés où la BLS SA est directement ou indirectement majoritaire. BLS Netz AG fait partie intégrante du groupe parce que, conformément à une convention avec la Confédération, son actionnaire principal, c'est la BLS SA qui en exerce le contrôle.

Le présent rapport financier sera complété par un rapport de gestion séparé. Les comptes annuels des filiales BLS Netz AG et Busland SA sont consultables dans leurs rapports de gestion respectifs. Tous les documents sont téléchargeables sur rapport-annuel.bls.ch pour consultation. Note: la version allemande prime.

Sommaire

Rapport annuel du groupe	3
Comptes annuels consolidés du groupe BLS	19
Comptes annuels 2019 de la BLS SA	38

Mentions légales

Réalisation : Management Services BLS SA
Rédaction : Communication d'entreprise BLS SA
Conception / création : Magma Branding, Berne

RAPPORT ANNUEL DU GROUPE

1 Contexte économique

Les transports publics jouissent d'une grande popularité en Suisse et connaissent un développement continu. Le trafic voyageurs poursuit sa croissance. Au cours des quatre derniers trimestres, il a connu une progression entre 4,6 et 7,6 pour cent sur l'ensemble du territoire, ce qui est largement supérieur à la croissance annuelle de 1 à 2 pour cent. Au cours de l'été 2019, le Conseil fédéral et le Conseil des États ont approuvé le budget pour l'étape d'aménagement 2035 après l'avoir augmenté à 12,89 milliards de francs. Cette étape tient compte de la croissance démographique prévue tout en permettant d'élargir l'offre. Le budget couvre également l'équipement du deuxième tube du tunnel de base du Lötschberg, des travaux qui renforceront le trafic marchandises sur l'axe nord-sud. En principe, cette tendance se poursuivra dans les années à venir, même si 2020 pourra être qualifiée d'extraordinaire en raison de la pandémie mondiale et ne pourra pas être comparée aux autres années. Voir aussi les explications au chapitre 6 Perspectives.

Nouvelle entrée sur le marché du trafic grandes lignes

En septembre 2017, BLS a introduit auprès de l'Office fédéral des transports (OFT) une requête pour l'exploitation de cinq lignes du trafic grandes lignes. Après plusieurs années de négociation, BLS et les CFF sont parvenus à un accord après l'intervention du DETEC: les CFF conservent la concession intégrale pour le trafic grandes lignes, mais cèdent trois lignes à BLS. Point décisif pour cette dernière: elle assume l'entièreté de la responsabilité des coûts et des recettes pour ces trois lignes et reste donc autonome.

Le 1^{er} octobre 2019, la société BLS trafic longues distances SA a donc été créée. Elle exploite la première ligne de BLS entre Berne et Bienne depuis le changement d'horaire du 15 décembre 2019 et prendra en charge les deux autres lignes Bern – Burgdorf – Olten et Bern – Neuchâtel – La Chaux-de-Fonds à partir de décembre 2020.

Croissance dans le trafic marchandises à la suite d'un rachat

Le 5 mars 2019, BLS Cargo SA a racheté, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2019, 100% des parts de la société Crossrail Benelux NV, située à Anvers (Belgique).

Crossrail, qui appartenait jusqu'alors au groupe international de services logistiques Rhenus, est une entreprise de transport ferroviaire active en Allemagne et en Belgique. BLS Cargo réalise près d'un tiers de son chiffre d'affaires avec des trains de marchandises au départ ou à destination de la Belgique. BLS Cargo collaborait déjà étroitement avec Crossrail depuis deux ans, principalement pour les trains traversant l'Allemagne par la rive orientale du Rhin. À travers cette transaction, BLS Cargo renforce sa position sur le corridor nord-sud et s'assure l'accès aux ports belges.

Pression croissante des coûts dans les domaines réglementaires

Comme tous les prestataires des transports publics, BLS perçoit une pression croissante en matière de coûts et d'efficacité de la part de la Confédération et des cantons. Dans le même temps, BLS réalise actuellement des investissements importants pour moderniser son parc de véhicules et ses ateliers. Le programme d'amélioration de l'efficacité BestWay, lancé par l'entreprise en 2018, vise la réduction progressive des coûts globaux d'ici 2023, de l'ordre de 50 à 60 millions de francs. La refonte de certains procédés d'automatisation et processus ont déjà permis d'obtenir de premiers résultats en 2019. Le programme est poursuivi avec ténacité.

Remboursement d'indemnités excédentaires

Ces dernières années, la BLS SA et Busland AG n'ont pas inclus les recettes de la vente d'abonnements demi-tarif au sein de la communauté tarifaire Libero dans les offres du trafic régional voyageurs (TRV) Rail national. La budgétisation de recettes trop faibles a entraîné entre 2012 et 2018 une indemnisation excessive de 39,9 millions de francs. BLS et Busland ont conclu un accord avec l'Office fédéral des transports (OFT) et les cantons pour le remboursement. En raison de cette erreur, les valeurs des années précédentes dans le rapport annuel du groupe et dans les comptes annuels consolidés sont adaptées, lorsque c'est nécessaire, pour un total de 39,7 millions de francs (restatement). Voir à ce sujet, dans l'annexe aux comptes consolidés, «Principes de présentation des comptes – Généralités – Continuité». Le montant restant de 0,2 million de francs est comptabilisé par Busland AG (part excédentaire de 2019) au cours de l'exercice sous revue.

Concernant l'année 2011, on ne disposait pas encore d'informations fiables à la date du bilan pour savoir si les recettes des ventes d'abonnements demi-tarifs de la communauté tarifaire Libero n'avaient pas non plus été prises en compte dans le calcul des indemnités pour le trafic régional voyageurs Rail national pour la période d'offre 2011 et si ces dernières étaient, partant, trop élevées. L'indication d'un éventuel montant supplémentaire à rembourser se fait par conséquent uniquement dans les engagements conditionnels pour le moment (voir p. 36).

Analyse en étroite collaboration avec le canton et la Confédération

Afin d'examiner en profondeur la situation, BLS a ordonné à une analyse externe complète de tous les processus relevant de l'indemnisation au sein du groupe dans le but d'identifier les anomalies systématiques éventuelles. Cette analyse montrera en outre comment y remédier. L'analyse déjà effectuée a été présentée aux autorités de surveillance de la Confédération et du canton de Berne. —○

2 Développement commercial

Un chiffre d'affaires net de 1194,9 millions de francs a été réalisé durant l'exercice sous revue, ce qui correspond à une augmentation de 84,9 millions de francs (+7,7 pour cent) par rapport à l'année précédente. Cette croissance résulte essentiellement de l'achat de Crossrail. Avec seulement quinze jours d'exploitation en 2019, le trafic grandes lignes n'a pas encore joué de rôle significatif dans la croissance du chiffre d'affaires. Les produits ont augmenté dans tous les segments.

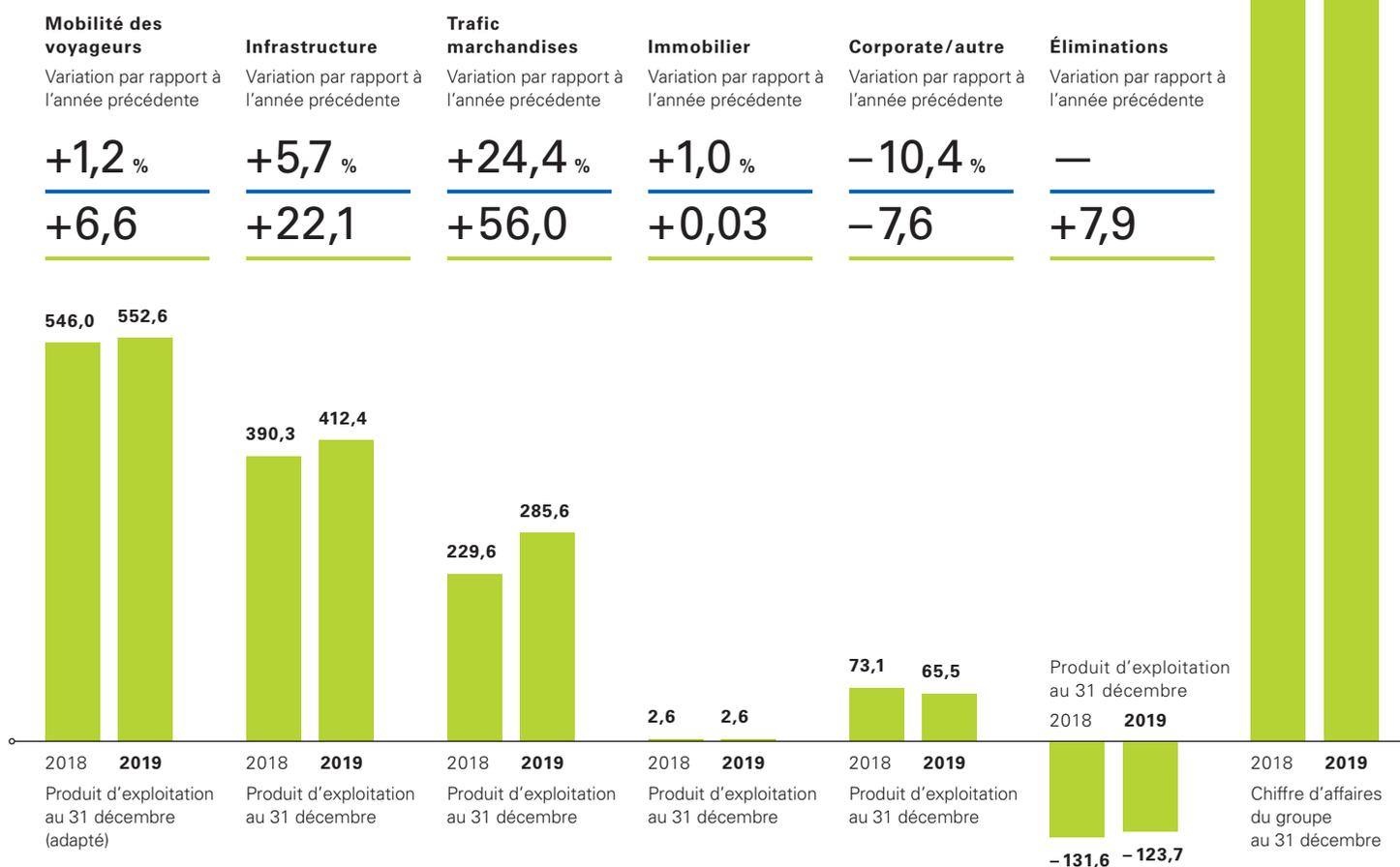
Chiffre d'affaires du groupe au 31.12.2019
1194,9 millions

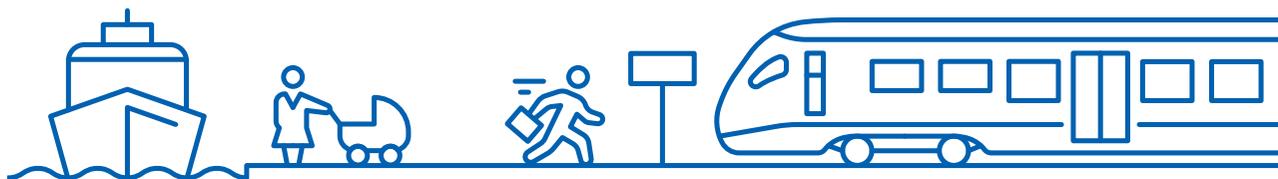
Chiffre d'affaires du groupe au 31.12.2018
1110,0 millions

Variation en pour cent par rapport à l'année précédente
+7,7 %

Variation en CHF par rapport à l'année précédente
+84,9 millions

Chiffre d'affaires du groupe par segment
 en millions de francs





Évolution du chiffre d'affaires Mobilité des voyageurs

Dans le segment Mobilité des voyageurs, BLS a augmenté son chiffre d'affaires de 6,6 millions de francs, le portant ainsi à 552,5 millions. Le chiffre d'affaires se compose essentiellement des produits des transports (278,1 millions de francs) et des indemnités (183,3 millions de francs). Le segment Mobilité des voyageurs a en outre enregistré 57,9 millions de francs de prestations propres et 26,6 millions de francs d'autres produits.¹

Produits des transports

Les produits des transports se sont élevés à 278,1 millions de francs au cours de l'exercice sous revue et ont donc augmenté de 5,9 millions par rapport à l'année précédente (+2,2 pour cent). Parallèlement à une croissance générale du marché suisse (voyageurs-kilomètres: +2,9 pour cent), l'établissement d'abonnements généraux et demi-tarif et de titres de transport forfaitaires dans les transports publics a augmenté durablement. Sous cet effet, les produits des transports dans le trafic régional Rail ont progressé de 5,8 millions de francs. L'arrivée sur le marché du trafic grandes lignes en décembre 2019 a permis à BLS d'accroître les produits des transports de 1,0 million de francs supplémentaires.

Le trafic régional Bus enregistre pour sa part, comme l'année précédente, une hausse de ses produits des transports de 0,1 million de francs. Dans le segment de la navigation, BLS a maintenu son bon chiffre d'affaires (+0,1 million de francs). La baisse de CHF 1,1 million de francs du chiffre d'affaires du transport autos s'explique par la réduction que connaît l'offre actuellement en raison de l'assainissement du tunnel de faîte du Lötschberg.

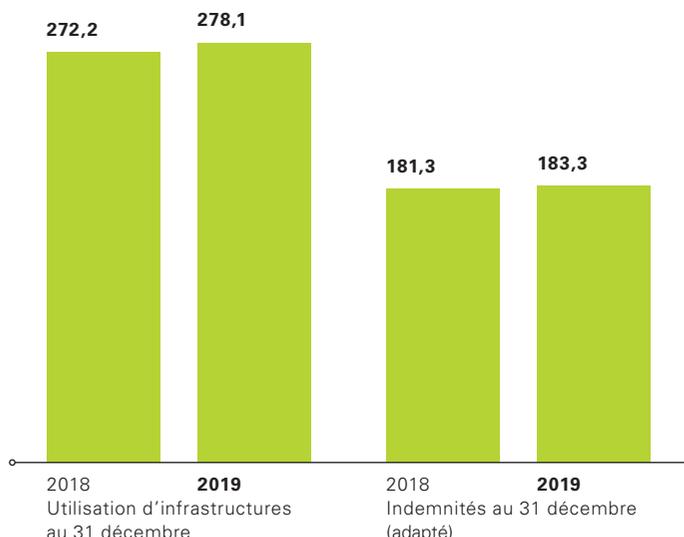
Évolution du chiffre d'affaires Infrastructure en millions de francs

Utilisation d'infrastructures
Variation par rapport à l'année précédente

+2,2 %
+5,9

Indemnités
Variation par rapport à l'année précédente

+1,1 %
+2,0



Indemnités

Le trafic régional Train et le trafic régional Bus sont tous deux indemnisés par les cantons commanditaires et la Confédération. Le transport autos au Simplon est indemnisé par le canton du Valais.

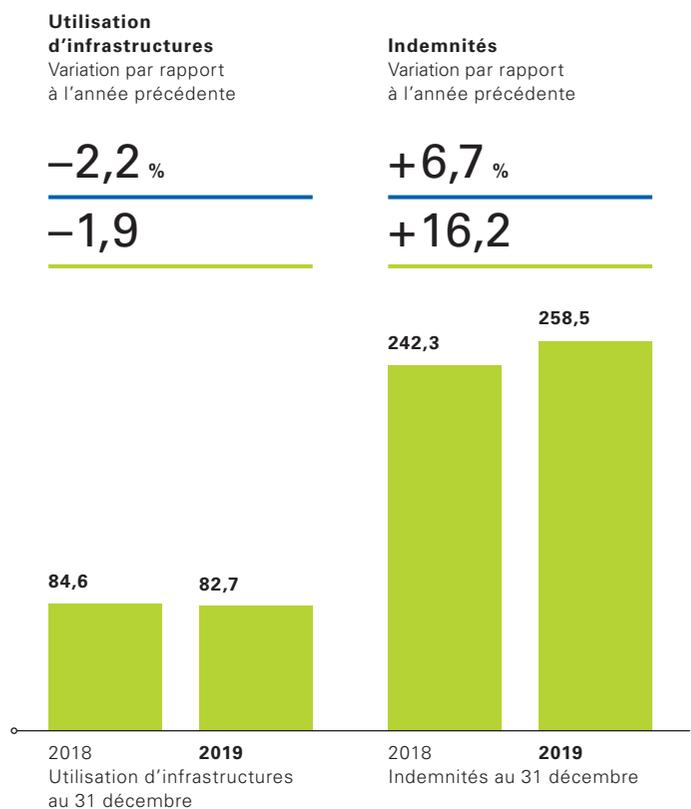
En 2019, BLS a reçu 183,3 millions de francs d'indemnités dans le segment Mobilité des voyageurs, c'est-à-dire 2,0 millions de plus (+1,1 pour cent) que l'année précédente (valeurs adaptées). Un tiers de cette hausse concerne le transport autos au Simplon, éligible à l'indemnisation, dont la couverture des coûts a été insuffisante ces dernières années. Le reste se rapporte au trafic régional Rail. —○

¹ Les autres produits comprennent notamment les ventes de matériel, les prestations de construction et d'entretien, les produits nets résultant des produits des commissions et les diminutions de produit.

Évolution du chiffre d'affaires Infrastructure

Durant la période écoulée, BLS a facturé 82,7 millions de francs aux entreprises de transport ferroviaire (ETF) qui circulent sur son infrastructure pour l'utilisation de celle-ci (-2,2 pour cent). À côté de cela, le segment Infrastructure se finance principalement via les indemnités provenant du fonds d'infrastructure ferroviaire. Au total, les indemnités ont augmenté, passant de 242,3 millions à 258,5 millions de francs. L'indemnité pour la couverture des frais d'exploitation a cependant baissé, passant de 66,3 millions à 63,1 millions de francs, grâce à une nouvelle diminution de la base de coûts. L'indemnité d'amortissement a par contre augmenté de 19,4 millions de francs à la suite d'amortissements plus élevés, de sorties d'immobilisations et de prestations de projets non portées à l'actif, et s'est établie à 195,3 millions de francs. L'augmentation est pour l'essentiel due à des sorties d'immobilisations corporelles particulièrement élevées. Le segment Infrastructure a par ailleurs enregistré 37,4 millions de francs de prestations propres (-8,0 pour cent) et plus de 33,8 millions de francs d'autres produits (+46,7 pour cent). Ces derniers se sont accrus de manière significative à la suite de prestations de construction réalisées pour des tiers et de prestations liées à la transformation d'ateliers.

Évolution du chiffre d'affaires Infrastructure en millions de francs





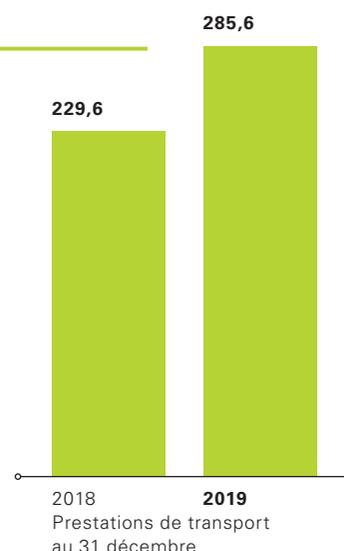
Évolution du chiffre d'affaires Trafic marchandises

Par rapport à l'année précédente, le chiffre d'affaires du Trafic marchandises a augmenté de 56,0 millions de francs et s'élève à 285,6 millions (+24,4 pour cent). La hausse du produit des prestations de transport est, d'une part, organique (7,9 millions de francs, +3,3 pour cent) et s'explique, d'autre part, par l'achat de Crossrail Benelux NV. Les effets de change, toujours négatifs, pèsent sur le contexte de marché difficile dans le trafic marchandises européen. Dans cette situation, BLS Cargo continue de se concentrer sur le transport de produits en tant que transporteur principal. Avec le rachat de Crossrail, elle renforce sa position sur le corridor nord-sud et s'assure l'accès aux ports belges. Cette transaction lui permettra également d'exploiter des synergies à l'avenir. Avec 22'265 trains, le volume du trafic est supérieur au niveau de l'année précédente (17'051 trains).

Évolution du chiffre d'affaires Trafic marchandises
en millions de francs

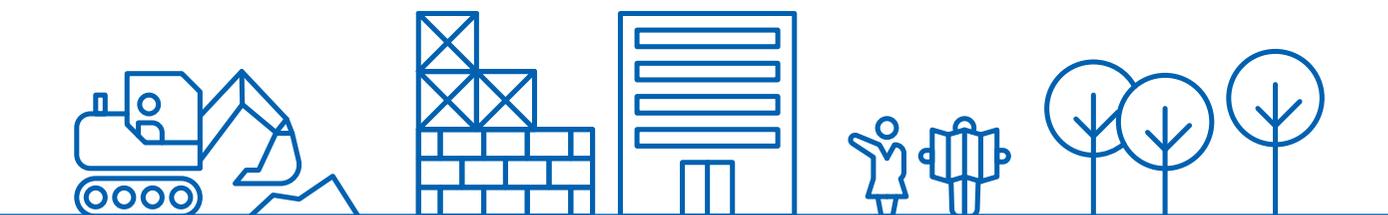
Variation par rapport à l'année précédente

+24,4 %
+56,0



Évolution du chiffre d'affaires Immobilier

Avec un chiffre d'affaires de 2,6 millions de francs (+1,0 pour cent), le segment Immobilier est le plus petit de BLS. Il a vu le jour avec la création de la filiale BLS Immobiliers SA le 1^{er} juillet 2017. Celle-ci se concentrait jusqu'à ce jour sur la gestion et l'administration des immeubles et sites apportés lors de la fondation. Ces derniers ont généré un chiffre d'affaires stable au cours des deux dernières années. L'année sous revue a été marquée par le lancement de concours d'architecture et l'élaboration sur trois sites existants de projets qui seront développés de manière échelonnée à partir de 2020.



Autres produits/activités du groupe

Totalisant 65,5 millions de francs, les autres produits/activités du groupe ont baissé de 7,6 millions de francs par rapport à l'année précédente, ce qui est majoritairement dû à une diminution des produits des ateliers et des produits de location à des tiers.

Charges d'exploitation

En 2019, les charges d'exploitation (hors charges de personnel) ont progressé de 64,7 millions de francs pour s'établir à 525,4 millions (+ 14,0 pour cent). Proportionnellement, elles ont donc augmenté davantage que le chiffre d'affaires, le rapport entre charges d'exploitation et chiffre d'affaires étant de 44,0 pour cent (contre 41,5 pour cent l'année précédente).

Les prestations d'exploitation de tiers ont augmenté de 13,7 millions de francs (+5,2 pour cent), une hausse résultant principalement de deux effets :

- L'OFT a décidé que les coûts des services de remplacement de trains devaient désormais être supportés par le gestionnaire de l'infrastructure (+2,7 millions de francs).
- 7,0 millions de francs de prestations qui étaient jusqu'ici pris en charge au sein du groupe ont nouvellement été acquis en externe.
- Les charges de matériel ont augmenté de 1,4 million de francs (+2,1 pour cent), la majorité des coûts provenant de la consommation de pièces détachées. Les autres charges d'exploitation ont augmenté de 49,6 millions de francs au total. Cette hausse prend essentiellement sa source dans trois éléments : des sorties d'immobilisations corporelles extraordinaires dans le segment Infrastructure (+10,7 millions de francs), l'exploitation ordinaire, comprenant des coûts uniques pour l'entrée sur le marché du trafic grandes lignes (+0,5 million de francs), et l'achat réalisé dans le secteur du trafic marchandises (+33,3 millions de francs).

Charges de personnel

Durant la période sous revue, les charges de personnel ont atteint 373,1 millions de francs, contre 367,9 millions l'année précédente. Le nombre d'ETP s'élève ainsi à 3076,1 (+ 177,2).

L'augmentation de 5,2 millions de francs (+ 1,4 pour cent) connaît trois causes :

- Dans le segment du trafic marchandises, les charges de personnel affichent une hausse de 20,8 millions de francs à la suite, essentiellement, de l'acquisition de Crossrail.
- L'année précédente, les charges de personnel comprenaient la constitution d'une provision de restructuration de 12,6 millions de francs.
- Après ajustement des effets contraires, les charges de personnel de tous les autres segments ont diminué de 3,0 millions de francs au total en raison de la diminution de l'effectif.

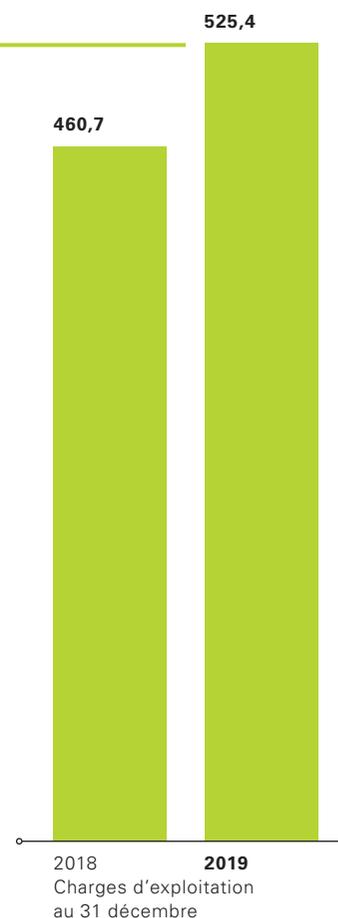
Charges d'exploitation

en millions de francs

Variation par rapport
à l'année précédente

+14,0 %

+64,7



Résultat d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA)

Le résultat d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA) a progressé de 15,0 millions au cours de l'exercice et s'est établi à 296,5 millions de francs. La marge EBITDA affiche une baisse marginale, passant de 25,4 à 24,8 pour cent.

L'EBITDA de l'année précédente a été diminué de 8,2 millions de francs à la suite de l'adaptation (restatement). Le chiffre d'affaires réalisé et acquis en 2019 présente en outre une marge EBITDA plus faible, ce qui se traduit en définitive par une baisse de la marge de 0,6 pour cent.

Amortissements

Durant la période sous revue, les amortissements ont augmenté de 8,7 millions pour atteindre 265,3 millions de francs.

Les amortissements sur les immobilisations corporelles ont progressé de 7,3 millions de francs et ceux sur les immobilisations incorporelles, de 1,4 million de francs. Les amortissements englobent une correction de valeur de 16,1 millions de francs résultant de l'arrêt d'un projet portant sur un nouveau système de planification des ressources (solution pour remplacer «RailOpt»).

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation avant intérêts et impôts (EBIT) s'est élevé à 31,2 millions de francs durant l'exercice écoulé.

Il dépasse ainsi l'EBIT de l'année précédente (après restatement) de 6,4 millions de francs et la marge EBIT est passée de 2,2 à 2,6 pour cent.

Résultat d'exploitation EBIT en millions de francs

Variation par rapport à l'année précédente

+25,8 %

+6,4



Résultat financier, impôts

Au cours de l'exercice, les charges financières nettes ont augmenté de 0,9 million et se sont fixées à 9,9 millions de francs.

Cette évolution est majoritairement causée par trois changements : le résultat négatif des participations mises en équivalence (- 1,2 million de francs contre +0,1 million de francs l'année précédente), le remplacement de financements du groupe par des financements externes (+0,5 million de francs) et une perte de change inférieure pour BLS (+1,4 million de francs). Les capitaux de tiers empruntés en 2018 ont été entièrement portés à l'actif des immobilisations corporelles. Au cours de l'exercice sous revue, les impôts sur le résultat ont augmenté de 0,1 million pour s'établir à 2,0 millions de francs.

Remboursement des recettes d'indemnités

À la suite d'une erreur dans la planification des recettes, la BLS SA et Busland AG ont reçu des indemnités trop élevées au cours des dernières années. Les recettes de la vente d'abonnements demi-tarif au sein de la communauté tarifaire Libero pour les années 2012 à 2018 n'ont pas été incluses dans les offres du trafic régional voyageurs (TRV) et du trafic local. Un accord a été conclu avec l'Office fédéral des transports (OFT) et les cantons pour le remboursement des 39,7 millions de francs d'indemnités excédentaires. Une provision du même montant a été constituée dans les comptes annuels statutaires de la BLS SA et de Busland AG. Au niveau du groupe, cela n'a toutefois pas conduit à la comptabilisation de charges extraordinaires, mais à une correction des valeurs de l'année précédente (restatement). Les capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2018 ont diminué de 31,4 millions de francs (voir Tableau des capitaux propres du groupe – Adaptation des prestations des pouvoirs publics). Le produit d'exploitation et le résultat du groupe, participations minoritaires incluses, de 2018 ont baissé de 8,2 millions de francs.

Bénéfice net et participations minoritaires

Durant l'exercice écoulé, le résultat d'entreprise, participations minoritaires incluses, s'est établi à 19,2 millions de francs, soit une hausse de 34,7 millions de francs par rapport à l'année précédente, après adaptation des valeurs. En raison des bons résultats de BLS Netz AG et de BLS Cargo SA, les participations minoritaires ont augmenté de 0,3 million pour atteindre 5,7 millions de francs. Après déduction des participations minoritaires, il en ressort donc un bénéfice net de 13,5 millions de francs. Les bénéfices suivants ont été réalisés dans les différents segments :

Bénéfice du groupe par segment

en millions de francs

	Mobilité des voyageurs	Infrastructure	Trafic marchandises	Immobilier	Corporate/ autre	Éliminations	Total BLS
Au 31.12.2019							
Résultat d'entreprise	8,7	4,6	4,2	0,7	1,7	-0,7	19,2
Participations minoritaires	0,1	-3,1	-2,6	0	-0,2	0	-5,7
Résultat d'entreprise, hors participations minoritaires	8,8	1,5	1,6	0,7	1,5	-0,7	13,5
Au 31.12.2018 (adapté)							
Résultat d'entreprise	-30,5	3,8	4,5	0,5	7,5	-1,2	-15,4
Participations minoritaires	0	-2,5	-2,1	0	-0,7	0	-5,4
Résultat d'entreprise, hors participations minoritaires	-30,5	1,3	2,3	0,5	6,8	-1,2	-20,8

Le segment Mobilité des voyageurs regroupe différents modèles d'affaires, dont certains donnent droit à des indemnités et font dès lors l'objet d'un rapport réglementaire. En vue d'offrir une plus grande transparence, les résultats à communiquer sur le plan réglementaire sont indiqués ci-après. 

Résultats des sous-domaines de la Mobilité des voyageurs¹

en millions de francs

	2019	2018
Trafic régional Rail national	-23,6	19,7
Trafic régional Rail international	-0,1	-0,6
Trafic régional et local Bus	-2,1	0,5
Transport autos	0,4	0,3
Navigation	0,1	-6,6

¹ Les résultats se fondent sur la base de données réglementaire.

3 Situation de fortune et financement

À la suite des activités opérationnelles et des investissements réalisés dans ce cadre ainsi que de l'achat de nouvelles sociétés, la somme du bilan a augmenté de 99,0 millions de francs en glissement annuel (+1,8 pour cent).

Les principaux changements au niveau de l'actif portent sur les liquidités ainsi que sur les immobilisations corporelles et financières. La baisse de 43,1 millions de francs pour les liquidités et de 46,8 millions pour les immobilisations financières (dépôts à terme) s'explique par l'utilisation des emprunts obligataires initiaux d'un montant de 200,0 millions de francs émis en 2018. La hausse de 183,0 millions de francs pour les immobilisations corporelles résulte du maintien des opérations d'investissement à un niveau élevé. Outre plusieurs grands projets d'infrastructure, ces dernières comptent notamment des acomptes pour du matériel roulant et des travaux de transformation des ateliers.

L'actif circulant net opérationnel¹ négatif, typique de la branche, est passé de -3,3 millions à -37,9 millions de francs durant l'exercice. Les causes principales de cette évolution sont des engagements résultant de livraisons et de prestations supérieurs à la date du bilan (+17,9 millions de francs) et des comptes de régularisation passifs (+26,9 millions de francs).

Sur le plan du financement, le maintien des opérations d'investissement à un niveau élevé a entraîné des hausses significatives au niveau des capitaux de tiers produisant des intérêts. Le groupe a notamment contracté 65,8 millions de francs supplémentaires de crédit sur l'ensemble de ses entreprises.

Durant l'année sous revue, les capitaux propres ont augmenté de 18,5 millions de francs, avec une hausse de 5,0 millions de francs pour les participations minoritaires. La part des capitaux propres est restée stable par rapport à l'année précédente (adaptée) et s'élève à 17,9 pour cent. Le résultat du groupe positif a certes permis une croissance nominale des capitaux propres, mais l'effet a été égalisé à la suite de l'augmentation de la somme du bilan, dans la mesure où la croissance du bilan a été principalement financée par des capitaux de tiers.

L'endettement net² a augmenté, passant de 4106 millions (valeur adaptée) à 4224 millions de francs. Proportionnellement à l'EBITDA, il a par contre diminué et affiche un ratio de 14,2 fois, contre 14,6 fois (valeur adaptée) auparavant. 

¹ Composé des créances/engagements résultant de livraisons et de prestations, des stocks de marchandises et des prestations non facturées, des autres créances/engagements ainsi que des comptes de régularisation actifs et passifs.

² L'endettement net est défini comme la différence entre capitaux de tiers, liquidités et créances résultant de livraisons et de prestations.

4 Flux monétaire

Le flux monétaire issu des activités d'exploitation se chiffre à 209,9 millions de francs pour l'exercice sous revue, ce qui correspond à une hausse de 2,5 millions par rapport à l'année précédente.

Cette augmentation découle pour l'essentiel du résultat annuel, lequel s'élève à 19,2 millions de francs (+34,7 millions de francs par rapport à l'année précédente adaptée), de la variation de 3,4 millions de francs sans incidence sur la trésorerie, de la modification des provisions (-60,0 millions de francs), de la variation à la date du bilan de l'actif circulant net de -39,3 millions de francs et de la hausse des amortissements, dépréciations de valeur incluses (8,7 millions de francs).

Le flux monétaire issu des activités d'investissement a atteint 327,7 millions de francs en 2019, ce qui correspond à une baisse de 61,3 millions de francs par rapport à l'année précédente, la somme nette investie dans les immobilisations corporelles ayant augmenté de 56,3 millions de francs. Cette diminution est la conséquence du désinvestissement dans les immobilisations financières (dépôts à terme) réalisées en 2018 à la suite des emprunts obligataires initiaux. La variation totale (variation de l'emprunt et du remboursement) des immobilisations financières se monte à -116,4 millions de francs. Au total, 376,4 millions de francs ont été investis dans des immobilisations corporelles durant l'exercice, les nouveaux investissements les plus importants émanant de la BLS SA (60,0 millions de francs), de BLS Netz AG (191,8 millions de francs) et de l'entrée sur le marché du trafic grandes lignes (117,4 millions de francs). Chez la BLS SA, les investissements portent principalement sur l'acquisition de 52 nouveaux trains régionaux et la modernisation des ateliers. Chez BLS Netz AG, les investissements ont été réalisés dans le cadre du maintien général de la qualité du réseau, avec notamment la mise en application de la loi sur l'égalité pour les handicapés (LHand) et la construction du nouveau tunnel de Rosshäusern. Les investissements pour le trafic grandes lignes concernent essentiellement des versements partiels pour du matériel roulant pour les huit trains MUTZ commandés en plus. L'acquisition de la nouvelle filiale a généré un flux de trésorerie positif de 1,6 million de francs.

Il en résulte un flux de trésorerie disponible négatif de 117,9 millions de francs pour 2019.

Le flux monétaire issu des activités de financement s'élève à 74,9 millions de francs pour l'exercice sous revue, ce qui correspond à une réduction de 148,8 millions par rapport à l'année précédente. Cette variation est due à l'émission d'emprunts à la fin 2018. Au cours de l'exercice sous revue, un montant net de 75,5 millions de francs de capitaux de tiers supplémentaires a été comptabilisé. L'entreprise a recouru au marché du crédit pour les financements produisant des intérêts (65,8 millions de francs), tandis que les emprunts et remboursements sans intérêts ont enregistré une variation de 9,7 millions de francs et ont légèrement augmenté.

Le résultat est une variation nette négative des liquidités de 43,0 millions de francs. À la fin de l'exercice 2019, les liquidités s'élevaient à 182,9 millions de francs. —○

Flux de trésorerie disponible
en francs

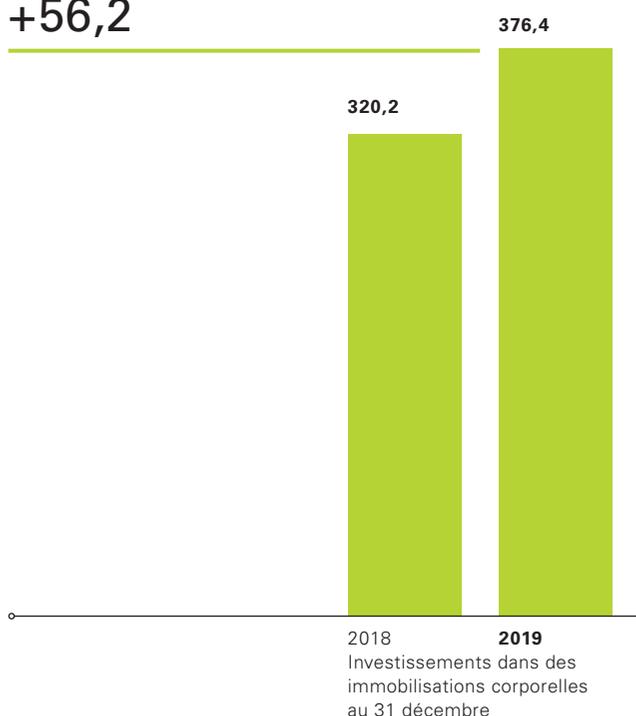
-117,9 Mio.

Investissements dans des immobilisations corporelles
en millions de francs

Variation par rapport
à l'année précédente

+17,6 %

+56,2



5 Appréciation du risque

Le groupe BLS évoluant dans un environnement fortement régulé et dominé par des acteurs institutionnels, il n'a, par le passé, été exposé à aucun risque majeur. Cependant, la situation, tant à l'intérieur du groupe qu'en dehors, change très fortement à l'heure actuelle. Aussi BLS a-t-elle intensifié ses activités de gestion des risques, ce qui se traduit tout particulièrement par des intervalles d'actualisation plus courts et par l'introduction progressive d'une appréciation quantitative du risque, laquelle fournit, à l'aide de modèles de simulation, un budget prévisionnel ajusté au facteur risque.

Objectifs et organisation

BLS opère une gestion des risques à l'échelle du groupe, qui est axée sur les besoins du conseil d'administration et de la direction du groupe. Afin d'assurer une gestion d'entreprise efficace, la gestion des risques fait partie intégrante de la planification d'entreprise, elle complète les prévisions financières et intervient directement dans la prise de décisions. Sur le plan opérationnel, elle aide les cadres dirigeants à prioriser les champs d'action et les mesures. Dans le cadre du processus de gestion des risques, ces derniers sont identifiés aux différents échelons, ils sont appréciés et l'état des mesures y relatives est évalué. Une matrice d'évaluation des risques uniforme à l'échelle du groupe et dotée d'échelles de dommages basées sur la capacité des différents domaines et filiales à supporter les risques constitue le fondement de l'évaluation, de la catégorisation et du reporting standardisés des risques.

Processus

Chaque année, la direction réalise une appréciation du risque à l'intention du conseil d'administration. Dans son rapport sur les risques, elle présente notamment les risques majeurs actuels de BLS. Les risques sont saisis par domaine et projet, puis harmonisés et agrégés au niveau du groupe. Les risques financiers établis sont rassemblés et dotés de paramètres quantitatifs dans le cadre de l'élaboration du budget, avant que la direction n'approuve l'analyse et l'appréciation du risque et ne les soumette pour approbation au conseil d'administration via le rapport sur les risques.

Situation en matière de risque et principaux risques

Les changements survenant actuellement dans l'environnement réglementaire influencent le travail de BLS à de nombreux égards. Les principaux thèmes déterminants pour le résultat sont les suivants :

Environnement réglementaire

- Le statu quo dans les domaines donnant droit à des indemnités est actuellement remis en question.
- Du fait de la pression croissante sur les coûts exercée par les commanditaires, la négociation d'offres dans le trafic régional voyageurs se révèle de plus en plus difficile. La comptabilisation et l'allocation de coûts dans la planification de l'offre ex ante tout comme dans la vérification ex post des activités de BLS donnant droit aux indemnisations entraînent un risque d'exposition plus élevé.
- La limitation de la marge de manœuvre réglementaire est susceptible d'avoir un effet négatif sur les possibilités de développement de l'entreprise et les synergies financières existant au sein de l'entreprise intégrée.

Développement ou limitation des activités

- Le regroupement possible des gestionnaires d'infrastructure au sein d'une société de type Réseau Suisse SA entraînerait la sortie de la filiale du groupe BLS.
- L'entrée sur le marché du trafic grandes lignes s'accompagne de grands défis en termes d'investissement (par ex. acquisition de nouveau matériel roulant) ainsi que de risques pour les produits.
- La mise en place du segment Immobilier requiert d'importants capitaux de tiers en plus des fonds propres. Le marché immobilier doit être suivi de très près.

Sécurité et cyberrisques

Les cyberrisques constituent un enjeu majeur. La raison en est la dynamique des évolutions techniques, les nombreuses possibilités d'attaque ainsi que la mise en réseau croissante de systèmes à l'échelle interentreprises. En vue de réduire ces risques, BLS développe continuellement ses processus et systèmes sous l'angle de la détection précoce des cybermenaces et la protection contre celles-ci.

Risques opérationnels

Les services ferroviaires présentent un certain nombre de risques opérationnels qu'il convient de surveiller et de gérer en permanence. BLS porte actuellement une grande attention aux thèmes suivants :

- Bien qu'elle soit essentielle pour l'entretien des véhicules et, partant, pour une exploitation ferroviaire stable, la réalisation des nouveaux ateliers «Chliforst Nord» n'est pas encore garantie.
- La planification préventive en cas de panne et dérangement technique doit être renforcée (business continuity).
- Compte tenu du taux d'utilisation élevé et de l'augmentation des travaux dans les années à venir, maintenir la qualité de l'exploitation ferroviaire ne sera pas chose aisée.

Risques financiers

De par son activité, BLS est exposée à divers risques financiers, dont les risques de liquidité, de change, d'intérêt et de contrepartie :

- Risque de liquidité : les liquidités doivent être garanties en permanence grâce à une planification continue, au suivi des fonds nécessaires, au maintien d'une réserve de liquidités minimales et aux lignes de crédit bancaire autorisées.
- Le risque de change est limité par des garanties naturelles et des opérations à terme sur devises. La stratégie de couverture est contrôlée régulièrement et adaptée en cas de besoin.
- Risque d'intérêt : l'échelonnement des échéances et un éventail de financement équilibré réduisent le risque d'intérêt. Au besoin, des instruments financiers dérivés peuvent être utilisés pour atténuer davantage le risque.
- Risque de contrepartie : les contreparties financières sont contrôlées et surveillées de manière continue, et doivent respecter des valeurs limites fixées au cas par cas. Les risques de contrepartie opérationnelle sont contrôlés de manière régulière. 

6 Perspectives

Répercussions de la pandémie de coronavirus

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié l'épidémie de coronavirus (COVID-19) de pandémie en raison de sa propagation rapide à l'échelle mondiale. Plus de 150 pays sont touchés, et des mesures rigoureuses sont prises dans le but d'endiguer le virus. Dans le contexte actuel, l'insécurité économique augmente considérablement. Pour le groupe BLS, ceci se reflète en particulier dans la réduction de l'offre de transports publics.

Selon la durée de la pandémie, les répercussions économiques de celle-ci pourraient influencer de manière considérable les activités opérationnelles de BLS et partant, le patrimoine et les résultats. À ce jour, il n'est pas possible de réaliser une estimation fiable des conséquences financières pour l'exercice 2020. À l'heure actuelle, nous estimons néanmoins que notre capacité à poursuivre notre exploitation n'est pas menacée.

Sous la direction du gestionnaire du système CFF, un dialogue sera entamé en 2020 avec les autorités, des départements fédéraux et d'autres participants pour trouver une solution favorable à toutes les entreprises de transport concessionnaires.

Sur le plan stratégique

À long terme, la croissance dans le trafic voyageurs se poursuivra au cours des années à venir après l'année extraordinaire de 2020. Les modèles d'affaires appliqués dans le segment Mobilité des voyageurs doivent être soutenus en fonction de leurs spécificités et optimisés si nécessaire. Le nouveau modèle d'affaires du Service de la navigation BLS continue, par exemple, d'être mis en œuvre. Le segment Immobilier va commencer les premiers travaux de développement de ses sites et le Trafic marchandises va agrandir son parc de locomotives. La BLS SA continue d'acquérir du matériel roulant et de moderniser ses ateliers. BLS trafic longues distances SA assurera l'exploitation de deux lignes supplémentaires à partir du changement d'horaire 2020.

Sur le plan réglementaire

BLS compte sur l'analyse externe complète de tous les processus relevant de l'indemnisation menée au sein du groupe pour identifier les anomalies potentielles et pouvoir ensuite les régler.

Sur le plan financier

À ce jour, il n'est pas possible de formuler de perspectives financières pour l'exercice 2020 en raison de la situation exceptionnelle. Le groupe BLS poursuivra tant que possible tous les grands projets d'investissement en cours ainsi que son programme d'amélioration de l'efficacité. 

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS DU GROUPE BLS

7 Comptes annuels consolidés

7.1 Compte de résultats du groupe

en milliers de francs

	Explications	2019	2018
			<i>(adapté)</i>
Produits des transports	2	591'210	536'663
Indemnités	3	441'807	423'635
Prestations pour des tiers	4	22'189	18'873
Autres produits	5	46'818	38'691
Prestations propres	6	95'198	97'091
Variations de stock de produits finis, de produits non finis et de prestations non facturées	7	-2'316	-4'970
Total des produits d'exploitation		1'194'907	1'109'983
Charges de matériel		71'086	69'637
Charges de personnel	8 25 26	373'058	367'867
Prestations d'exploitation de tiers	9	277'393	263'728
Autres charges d'exploitation	10	176'878	127'292
Total des charges d'exploitation		898'415	828'525
Résultat d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA)		296'492	281'458
Amortissements et corrections de valeur sur immobilisations corporelles	18	255'775	248'475
Amortissements et corrections de valeur sur immobilisations incorporelles	20	9'557	8'205
Résultat d'exploitation avant intérêts et impôts (EBIT)		31'160	24'778
Résultat d'entreprises liées		-1'217	57
Produits financiers		2'261	2'209
Charges financières		-10'920	-11'196
Résultat financier	11	-9'876	-8'929
Résultat d'exploitation courant		21'284	15'849
Résultat extraordinaire	12	0	-29'350
Résultat d'exploitation avant impôts (EBT)		21'284	-13'501
Impôts	13	-2'040	-1'946
Résultat du groupe (participations minoritaires incluses)		19'244	-15'447
Participations minoritaires		-5'725	-5'351
Résultat du groupe (hors participations minoritaires)		13'519	-20'798
Bénéfice par action (en francs suisses par action)			
Résultat de base par action		-0.24	-0.19
Résultat dilué par action		-0.24	-0.19

7.2 Bilan du groupe

en milliers de francs

Actif	Explications	31.12.19	31.12.18
			<i>(adapté)</i>
Liquidités	14	182'858	225'918
Créances résultant de livraisons et de prestations	15	68'862	62'847
Autres créances à court terme	16	10'813	5'331
Stocks de marchandises, travaux en cours et prestations non facturées	17	99'161	101'296
Comptes de régularisation actifs		27'822	28'010
Total de l'actif circulant		389'515	423'402
Immobilisations corporelles	18	4'986'397	4'803'385
Immobilisations financières	19	47'070	93'906
Immobilisations incorporelles	20	27'881	31'236
Total de l'actif immobilisé		5'061'348	4'928'528
Total de l'actif		5'450'863	5'351'929
Passif			
Engagements financiers à court terme	24	88'094	16'541
Engagements résultant de livraisons et de prestations	21	86'927	68'992
Autres engagements à court terme	22	14'419	15'518
Provisions à court terme	26	77'274	32'465
Comptes de régularisation passifs	23	143'234	116'287
Total des capitaux de tiers à court terme		409'948	249'803
Engagements financiers à long terme	24	4'014'332	4'029'984
Autres engagements à long terme		5'075	4'411
Provisions à long terme	25	46'273	111'033
Total des capitaux de tiers à long terme		4'065'679	4'145'428
Total des capitaux de tiers		4'475'627	4'395'231
Capital-actions		79'442	79'442
Réserves issues du capital		113'784	113'784
Actions propres		- 2'501	- 2'497
Réserves issues des bénéfices		256'647	243'075
Total des capitaux propres hors participations minoritaires		447'372	433'805
Participations minoritaires		527'863	522'893
Total des capitaux propres		975'236	956'698
Total du passif		5'450'863	5'351'929

7.3 Tableau des flux de trésorerie consolidé

en milliers de francs

	<i>(adapté)</i>	
	2019	2018
Flux monétaire issu des activités d'exploitation		
Résultat du groupe participations minoritaires incluses	19'244	- 15'447
Amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	249'199	249'712
Pertes résultant de dépréciations de valeur des immobilisations corporelles	16'130	6'968
Variation des corrections de valeur sur immobilisations financières	- 293	- 19
Variation des provisions	- 19'182	40'958
Perte sur sortie d'actifs immobilisés	16'496	5'614
Autres produits et charges sans incidence sur les fonds	- 33'623	- 36'987
Variation des créances résultant de livraisons et de prestations	4'051	- 16'348
Variation des stocks de marchandises et des prestations non facturées	2'424	- 18'488
Variation des autres créances et comptes de régularisation actifs	435	- 6'684
Variation des engagements résultant de livraisons et de prestations ³	- 24'099	2'305
Variation des autres engagements et comptes de régularisation passifs ³	- 22'124	- 4'168
Bénéfice proportionnel selon la méthode de la mise en équivalence	1'217	- 57
Flux monétaire issu des activités d'exploitation	209'876	207'357
Flux monétaire issu des activités d'investissement		
Investissements dans des immobilisations corporelles ^{1,3}	- 376'409	- 320'157
Désinvestissements d'immobilisations corporelles	156	3'393
Investissements dans des immobilisations financières	- 22'883	- 70'028
Désinvestissements d'immobilisations financières	70'049	827
Investissements dans des immobilisations incorporelles	- 293	- 3'076
Achat de participations dans des sociétés entièrement consolidées ²	1'633	- 4
Flux monétaire issu des activités d'investissement	- 327'747	- 389'045
Flux monétaire issu des activités de financement		
Variation d'engagements financiers à court terme	42'209	3'235
Variation d'engagements financiers à long terme	33'332	20'430
Versements découlant de l'émission d'emprunts	0	200'000
Achat/vente d'actions propres	- 5	- 2
Versements de dividendes des participations minoritaires	- 651	0
Flux monétaire issu des activités de financement	74'885	223'663
Variation des liquidités	- 42'986	41'976
Liquidités au 1.1	225'918	183'957
Différence de change	- 74	- 15
Liquidités au 31.12	182'858	225'918
Variation des liquidités	- 42'986	41'976

¹ Les investissements comprennent des aides à l'investissement des pouvoirs publics et des prestations de tiers d'un montant de 11,3 millions de francs (année précédente : 21,6 millions de francs).

² L'acquisition de Crossrail Benelux NV a entraîné une entrée de trésorerie à la suite d'un versement complémentaire de l'ancien propriétaire.

³ Les investissements dans des immobilisations corporelles qui n'étaient pas encore payés à la fin de l'exercice ont été déduits de l'exercice sous revue et mentionnés dans la variation des engagements résultant de livraisons et de prestations et dans les comptes de régularisation passifs.

7.4 Tableau des capitaux propres du groupe

en milliers de francs

	Capital- actions ¹	Réserve issue du capital	Actions propres	Bénéfices non distribués (réserves issues des bénéfices)	Total hors parti- cipations minoritaires	Partici- pations minoritaires	Total par- ticipations minoritaires incluses
Capitaux propres au 01.01.2018 avant adaptation	79'442	113'784	-2'495	295'132	485'863	517'712	1'003'576
Adaptation des prestations des pouvoirs publics	0	0	0	-31'261	-31'261	-150	-31'411
Capitaux propres au 1.1.2018 après adaptation	79'442	113'784	-2'495	263'871	454'602	517'562	972'165
Résultat du groupe	0	0	0	-20'798	-20'798	5'351	-15'447
Achat/vente d'actions propres	0	0	-2	0	-2	0	-2
Variation des participations minoritaires	0	0	0	0	0	-14	-14
Conversion de monnaies	0	0	0	2	2	-6	-4
Capitaux propres 31.12.2018	79'442	113'784	-2'497	243'075	433'805	522'893	956'698
Bénéfice du groupe	0	0	0	13'519	13'519	5'725	19'244
Achat/vente d'actions propres	0	0	-5	0	-5	0	-5
Variation des impôts latents	0	0	0	0	0	-1	-1
Dividendes	0	0	0	0	0	-651	-651
Conversion de monnaies	0	0	0	53	53	-103	-50
Capitaux propres au 31.12.2019	79'442	113'784	-2'501	256'647	447'372	527'863	975'236

¹ Le capital-actions est réparti en 79'442'336 actions nominatives d'une valeur de 1 franc chacune et est entièrement libéré.

Montant total des réserves statutaires et légales non distribuables

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
BLS SA	73'802	67'261

Actions propres

	Unités	Prix ø en francs
Situation 1.1.2018	2'957'641	0.45
Achats	4'500	0.47
Ventes	-500	0.60
Situation 31.12.2018	2'961'641	0.45
Achats	16'868	0.44
Ventes	-5'000	0.55
Situation 31.12.2019	2'973'509	0.45

7.5 Annexe aux comptes annuels consolidés 2019

Principes de présentation des comptes

1 Généralités

Les présents comptes du groupe ont été adoptés par le conseil d'administration de la BLS SA le 7 Avril 2019. Ils doivent être approuvés par l'assemblée générale des actionnaires.

1.1 Bases de la présentation des comptes

Les comptes annuels consolidés se basent sur les comptes annuels des sociétés du groupe établis au mardi 31 décembre 2019 selon des principes uniformes. Les comptes du groupe sont établis conformément à l'ensemble des recommandations relatives à la présentation des comptes (Swiss GAAP RPC) et des dispositions du droit suisse. Depuis 2018, les directives de la Swiss GAAP RPC 31 «Recommandation complémentaire pour les sociétés cotées» sont appliquées en raison des émissions d'emprunt de la BLS SA.

La valeur d'acquisition, ou du coût de revient selon le cas, forme la base d'évaluation. Les comptes annuels consolidés se fondent ainsi sur des valeurs économiques et donnent une image fidèle et conforme à la réalité du patrimoine, de la situation financière et des résultats du groupe. Les comptes annuels sont établis sur la base de la continuité de l'exploitation.

Les comptes du groupe sont présentés en francs suisses (CHF). Sauf indication contraire, tous les montants indiqués dans le rapport financier sont exprimés en milliers de francs suisses.

1.2 Date de clôture

L'exercice de référence s'étend sur douze mois pour toutes les sociétés. Le jour de clôture pour le groupe et pour toutes les entités entièrement consolidées est le 31 décembre.

1.3 Périmètre de consolidation

1.3.1 Consolidation globale

Les comptes du groupe incluent les comptes annuels de la BLS SA ainsi que ceux des sociétés dans lesquelles BLS SA détient directement ou indirectement une participation majoritaire. BLS Netz AG est entièrement consolidée, car la BLS SA en exerce le contrôle en vertu de dispositions contractuelles.



1.3.2 Mise en équivalence

Les sociétés dans lesquelles la BLS SA détient entre 20 % et 50 % des voix ou exerce d'une autre manière une influence notable sont prises en compte dans la consolidation selon la méthode de la mise en équivalence des participations (intégration proportionnelle du capital et du résultat). Les participations mises en équivalence incluent les sociétés RAlpin SA, Sillon Suisse SA, KPZ Fahrbahn AG et JETBOAT Interlaken AG.

1.3.3 Modifications du périmètre de consolidation

La société Crossrail Benelux NV a été acquise au 1^{er} janvier 2019. Elle est détenue à 52 pour cent par le groupe BLS et est entièrement consolidée. L'entreprise BLS trafic longues distances SA a en outre été fondée au 1^{er} octobre 2019. Elle est détenue à 100 pour cent par la BLS SA et est aussi entièrement consolidée. La liste des participations figure à la page 46 des comptes annuels de la BLS SA.

1.4 Continuité

À la suite d'une erreur dans la planification des recettes, la BLS SA et Busland AG ont reçu des indemnités trop élevées au cours des dernières années. Un accord a été conclu avec l'Office fédéral des transports (OFT) et les cantons pour le remboursement des indemnités excédentaires. Cela a conduit à la correction des valeurs de l'année précédente (restatement). Les capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2018 ont diminué de 31,4 millions de francs (voir Tableau des capitaux propres du groupe – Adaptation des prestations des pouvoirs publics). Le produit d'exploitation et le

résultat du groupe, participations minoritaires incluses, de 2018 ont baissé de 8,2 millions de francs. Les répercussions de cette adaptation sont visibles dans les indications des annexes suivantes :

- Rapport des segments (explication 1)
- Indemnités (explication 3)
- Analyse des impôts sur le résultat (explication 13)
- Provisions (explication 25)
- Transactions avec des personnes proches de l'entreprise (p. 38)

2 Principes de consolidation

2.1 Consolidation du capital

La consolidation du capital est effectuée selon la méthode «purchase». Les filiales et les participations sont incluses dans le périmètre de consolidation dès leur acquisition et sont exclues des comptes consolidés dès la date de leur vente. Un goodwill entre les actifs nets identifiés et le prix d'acquisition dans le cadre de l'acquisition de participations est comptabilisé dans les valeurs incorporelles et amorti sur cinq ans. Un éventuel badwill, résultant de l'acquisition d'une participation, est directement comptabilisé dans le compte de résultats de l'année de la transaction. L'achat ou la vente partielle de droits de participation dans une société entièrement consolidée sans prise ou sans perte de contrôle est considéré comme une transaction entre bailleurs de capitaux propres. Un éventuel supplément ou une éventuelle décote s'applique en conséquence aux capitaux propres. Les actifs et les passifs, tout comme les charges et les produits, sont compensés les uns contre les autres au sein du groupe.

2.2 Participations minoritaires

Les participations minoritaires au capital propre et au résultat du groupe qui sont présentées correspondent aux participations tierces au capital propre et au résultat des sociétés correspondantes qui sont calculées sur la base des rapports de participation en vigueur.

2.3 Conversion des monnaies étrangères

Les bilans établis en monnaie locale sont convertis au cours de change en vigueur à la date du bilan et les comptes de résultats des filiales étrangères sont convertis au cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion sont imputés aux réserves issues des bénéfices.

Les cours de change appliqués dans les présents états financiers sont les suivants :

Conversion des monnaies étrangères		
	31.12.19	31.12.18
Bilan		
EUR/CHF	1.0857	1.1270
Compte de résultats		
EUR/CHF	1.1137	1.1559

2.4 Transactions avec

des personnes proches de l'entreprise

Les pouvoirs publics, en particulier la Confédération suisse et le canton de Berne en tant que personnes proches, indemnisent les coûts non couverts de l'offre de transport commandée et octroient des prêts sans intérêts pour le financement de l'infrastructure. Sont également considérés comme des personnes proches de l'entreprise les sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, les institutions de prévoyance du personnel ainsi que les membres de la direction et du conseil d'administration.

2.5 Dépréciation (« impairment ») d'actifs

Lorsqu'il existe des signes indiquant une dépréciation, la valeur intrinsèque des actifs à la date du bilan est examinée. Dès lors que la valeur comptable est supérieure à la valeur utile en tant que valeur actuelle des futures entrées et sorties de trésorerie attendues ainsi qu'à la valeur nette de marché, la valeur de l'actif est ajustée à la plus élevée de ces deux valeurs. La dépréciation affecte le compte de résultats.

3 Principes d'évaluation

3.1 Liquidités

Les liquidités incluent les avoirs en caisse, les avoirs bancaires, les avoirs auprès de la Poste ainsi que les dépôts à court terme d'une durée n'excédant pas trois mois. Elles correspondent au poste « Liquidités » dans le tableau des flux de trésorerie et sont comptabilisées à la valeur nominale.

3.2 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale, après déduction des corrections de valeur nécessaires à l'exploitation. Les risques de crédit concrets font l'objet d'une correction de valeur au cas par cas. Les créances non recouvrables sont amorties comme pertes.

3.3 Stocks de marchandises, travaux en cours et prestations non facturées

Les stocks de marchandises sont valorisés au coût d'acquisition ou de fabrication, ou au montant net de leur valeur nette d'aliénation, si ce dernier montant est plus bas. Les coûts de fabrication comprennent tous les frais de production, y compris les participations à des frais de production en commun. Grâce à l'application de correctifs jugés adéquats au vu des critères admis en gestion d'entreprise, il est tenu compte de tous les risques reconnaissables de pertes sur des travaux en cours. Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode du taux de rotation. Les stocks à faible rotation sont dépréciés sur une durée maximale de dix ans. Les escomptes sont traités comme des réductions du prix d'acquisition.

Les régularisations des indemnités (écart entre l'année comptable et l'année d'horaire) sont comptabilisées à l'actif dans les stocks de marchandises, travaux en cours et prestations non facturées. Les variations des régularisations correspondantes sont comptabilisées au compte de résultats, directement aux indemnités, car autrement la présentation des indemnités effectives est faussée.

3.4 Actifs et passifs de délimitation

Les comptes de régularisation servent à comptabiliser les charges et les produits dans la période appropriée.

3.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à la valeur d'acquisition ou du coût de revient et sont amorties de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée. Les charges d'intérêt sont portées à l'actif lors d'acquisitions importantes de valeurs patrimoniales si un délai considérable est nécessaire avant la mise en service de la valeur patrimoniale. L'inscription d'intérêts à l'actif se fait sur les coûts de financement effectifs imputables des capitaux de tiers. Les installations en cours de construction comportent également des acomptes sur immobilisations corporelles. Lors de l'acquisition de matériel roulant notamment, en raison de la production sur plusieurs années, plusieurs versements partiels sont traditionnellement effectués avant que les véhicules ne puissent être portés à l'actif et utilisés.

Périodes d'amortissement

	ans
Terrains non bâtis/terrains (pas d'amortissement ordinaire)	
Bâtiments ¹	50–80
Voie ferrée	25–33
Tunnels, ponts, ouvrages de protection ²	50/80
Véhicules, bateaux ³	25–40
Technique ferroviaire y c. systèmes de télécommunications	10–30
Matériel informatique et logiciels	4–10
Mobilier, appareils et outils	4–33

¹ Dans le domaine des bus, les bâtiments sont amortis sur 20 ans.

² La durée d'utilisation du tunnel de base du Lötschberg a été fixée à 80 ans en concertation avec l'OFT.

³ Les autobus sont amortis sur une période de 7 à 11 ans.

3.6 Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent des participations non intégralement consolidées avec une part d'au moins 20 % des droits de vote, qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence à la valeur équivalant à la quote-part du capital propre à la date du bilan. Les titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements nécessaires, selon le principe de la valeur la plus basse. Les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale en tenant compte des risques d'insolvabilité. Les impôts latents actifs sur des différences limitées dans le temps et sur des reports de pertes fiscales ne sont inscrits au bilan que s'il est probable qu'ils puissent être réalisés par des bénéfices futurs imposables.

3.7 Immobilisations incorporelles

Il s'agit de valeurs incorporelles acquises, qui comprennent principalement des logiciels informatiques et des licences. Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition ou de fabrication et sont amorties linéairement sur une durée d'utilisation pouvant aller de quatre à dix ans. Les prestations propres visant au développement d'immobilisations incorporelles sont activées au coût de fabrication.

3.8 Engagements

Les engagements résultant de livraisons et de prestations ainsi que les autres engagements à court terme sont comptabilisés à leur valeur nominale.

3.9 Provisions (à court et à long terme)

Des provisions sont constituées lorsqu'un événement passé

- aura vraisemblablement pour conséquence une obligation,
- l'exécution de cette obligation rend vraisemblablement nécessaire l'emploi de ressources présentant une utilité économique et
- lorsqu'il est possible d'évaluer de manière fiable l'importance de cet engagement.

L'évaluation repose sur des critères de gestion uniformes.

3.10 Engagements financiers (à court et à long terme)

Il s'agit, d'une part, de prêts sans intérêts octroyés par les pouvoirs publics dans le cadre de projets d'investissement liés au fonds d'infrastructure ferroviaire (OFT) selon l'art. 56 LCdF et les dispositions FTP*. Pour les prêts sans intérêts accordés par les pouvoirs publics, un remboursement peut être exigé si des fonds d'amortissement non réinvestissables sont disponibles dans le domaine Infrastructure de BLS Netz AG (cf. art. 49/4 LCdF). D'autre part, ce poste comprend des engagements portant intérêts pour des financements d'investissements de la BLS SA et d'autres sociétés du groupe. Les capitaux de tiers portant intérêts sont obtenus en partie sur le marché du crédit sous la forme de crédits bancaires et d'hypothèques classiques et en partie sur le marché des capitaux, sous la forme de placements privés et d'emprunts.

La part des engagements financiers à rembourser ou à compenser avec les indemnités dans un délai d'un an est présentée comme un engagement à court terme. Ce poste est évalué à la valeur nominale.

* FTP = réalisation et financement de projets d'infrastructure de transports publics conformément à l'arrêté fédéral du 20 mars 1998

3.11 Impôts

Avec la Réforme des chemins de fer 2 et la révision connexe des actes normatifs sur les transports publics (RévTP), des modifications ont notamment été apportées aux normes fiscales. Du point de vue fiscal, la réglementation des exonérations fiscales accordées aux entreprises de transport concessionnaires occupe une place centrale. Dans le cadre de la révision, des normes d'exonération fiscale existantes ont été abrogées et remplacées par de nouvelles dispositions. Les nouveaux articles de loi sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Les impôts latents sur les différences entre les valeurs internes au groupe et les valeurs fiscales sont provisionnés selon la méthode du report variable (« liability method ») et ajustés en permanence aux éventuelles modifications de la législation fiscale locale. En ce qui concerne les impôts latents également, il existe des incertitudes quant à l'imposition sur la base de la RévTP. Les taux d'imposition appliqués actuellement pour déterminer les impôts latents sont compris entre 17 % et 21 %. La comptabilisation au bilan s'effectue dans les provisions à long terme.

3.12 Comptabilisation du chiffre d'affaires

Les recettes sont comptabilisées dès lors que la prestation est fournie, que le montant des recettes peut être déterminé de façon fiable et que l'avantage économique correspondant va vraisemblablement être obtenu. Les principales sources de recettes de BLS sont les produits des transports ainsi que les indemnités versées par les pouvoirs publics.

3.13 Sources des recettes

Les principales sources de recettes de BLS sont les produits du trafic voyageurs et du trafic marchandises, les produits découlant de l'utilisation d'infrastructures, les ventes de billets du transport autos et les prestations des pouvoirs publics.

Les produits du trafic voyageurs comprennent la part de BLS dans les recettes de la vente de billets individuels et d'abonnements, tels que les abonnements généraux, demi-tarif et communautaires. La part de BLS est calculée sur la base des comptages et relevés effectués par l'Union des transports publics. La structure des titres de transport recensés, le nombre de voyageurs comptés et les tronçons parcourus sont extrapolés aux recettes de chaque entreprise de transport.

Les produits du trafic marchandises et les recettes du transport autos sont comptabilisés sur la base des transports effectués durant la période considérée. Les produits de l'utilisation d'infrastructures correspondent aux produits des sillons que les entreprises de transport doivent verser pour circuler sur le réseau de BLS.

Les prestations des pouvoirs publics regroupent les prestations de la Confédération et des cantons pour l'infrastructure ferroviaire (sur la base de la loi fédérale sur les chemins de fer [LCdF]) et le trafic voyageurs régional ainsi qu'en partie, pour le transport autos (sur la base de la loi sur le transport de voyageurs [LTV]) à concurrence des coûts non couverts.

3.14 Engagements et créances conditionnels

Les engagements conditionnels rassemblent des cautionnements, des obligations de garantie, des constitutions de gages ainsi que d'autres engagements de nature conditionnelle. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale. Les créances conditionnelles sont comptabilisées si l'apport de l'avantage économique est probable.

3.13 Instruments financiers dérivés

Des instruments financiers dérivés sont éventuellement utilisés pour couvrir des opérations sous-jacentes. Une comptabilisation au compte de résultats est effectuée au moment de la réalisation. Le traitement des opérations de couverture est analogue à celui de l'opération de base couverte. 

7.6 Explications relatives aux comptes annuels consolidés

1 Rapport des segments

en milliers de francs

	Mobilité des voyageurs	Infra-structure	Trafic marchandises	Immobilier	Corporate/autre	Éliminations	Total BLS
Au 31.12.2019							
Produit d'exploitation	552'514	412'368	285'636	2'604	65'507	-123'723	1'194'907
Résultat d'entreprise	8'748	4'611	4'170	716	1'704	-705	19'244
Participations minoritaires	102	-3'083	-2'568	0	-175	0	-5'725
Résultat d'entreprise, hors participations minoritaires	8'849	1'528	1'602	716	1'529	-705	13'519
Au 31.12.2018 <i>(adapté)</i>							
Produit d'exploitation	545'958	390'312	229'573	2'579	73'142	-131'581	1'109'983
Résultat d'entreprise	-30'489	3'800	4'463	496	7'485	-1'202	-15'447
Participations minoritaires	-26	-2'473	-2'142	0	-709	0	-5'351
Résultat d'entreprise, hors participations minoritaires	-30'515	1'327	2'321	496	6'775	-1'202	-20'798

Les segments correspondent aux domaines d'activité définis par le conseil d'administration de la BLS SA dans le cadre de l'approbation de la nouvelle stratégie. Le segment «Corporate/autre» englobe le produit d'exploitation et le résultat des affaires de tiers de la production ferroviaire ainsi que d'activités centrales du groupe.

2 Produits des transports

en milliers de francs

	2019	2018
Trafic régional Rail	226'837	221'044
Trafic régional Bus	4'616	4'548
Trafic voyageurs Navigation	16'222	16'093
Trafic grandes lignes	1'007	0
Total du trafic voyageurs	248'682	241'685
Utilisation d'infrastructures	37'675	37'884
Transport autos	29'452	30'517
Trafic marchandises	275'400	226'578
Total	591'210	536'663

3 Indemnités

en milliers de francs

	2019	2018
Trafic voyageurs régional ¹	183'345	181'346
Infrastructure	258'462	242'289
Total	441'807	423'635

¹ L'année précédente, les indemnités ont été réduites de 8,2 millions de francs.

4 Prestations pour des tiers

en milliers de francs

	2019	2018
Prestations de véhicules et de personnel	1'257	1'912
Gares communes	560	550
Prestations de services	4'256	5'157
Prestations de construction et d'entretien	13'126	7'881
Ventes de matériel	2'267	2'833
Autres prestations	723	542
Total	22'189	18'873

5 Autres produits

en milliers de francs

	2019	2018
Compensations de vente	10'764	11'150
Frais de distribution	4'732	5'204
Produits des activités de tour-opérateur	881	941
Autres produits accessoires	12'850	6'100
Produits de loyers et de baux	17'472	13'805
Bénéfices résultant de la vente d'immobilisations corporelles	120	1'491
Total	46'818	38'691

6 Prestations propres

en milliers de francs

	2019	2018
Prestations propres afférentes au matériel et aux pièces détachées	44'118	40'346
Prestations propres afférentes aux investissements	51'080	56'745
Total	95'198	97'091

7 Variations de stock de produits finis, de produits non finis et de prestations non facturées

en milliers de francs

	2019	2018
Variations de stock de produits finis et non finis	490	790
Variations de stock de prestations non facturées	- 2'806	- 5'760
Total	- 2'316	- 4'970

8 Charges de personnel

en milliers de francs

	2019	2018
Salaires	286'703	272'744
Primes de performance et à caractère social	20'206	18'087
Assurances sociales	56'324	55'765
Autres charges de personnel	16'948	16'148
Prestations d'assurance	- 7'123	- 7'486
Constitution de la provision pour restructuration	0	12'610
Total	373'058	367'867

9 Prestations d'exploitation de tiers

en milliers de francs

	2019	2018
Utilisation d'infrastructures	102'786	80'050
Autre achat de prestations	174'608	183'678
Total	277'393	263'728

10 Autres charges d'exploitation

en milliers de francs

	2019	2018
Loyers	35'922	15'504
Courant de traction	21'598	15'793
Électricité générale et autre énergie	8'709	5'778
Assurances	6'333	5'544
Dégâts non couverts (franchises)	1'550	1'921
Taxes et redevances (principalement TVA non récupérable)	32'529	28'832
Entretien et réparations Bâtiments	3'607	2'980
Entretien et réparations Véhicules	6'982	3'001
Entretien et réparations Machines, mobilier et tenues de travail	3'646	4'028
Publicité	6'554	5'536
Formation professionnelle et formation continue	1'828	2'519
Frais de gestion (impressions, communication, honoraires, rémunération du conseil d'administration, frais, dons et charges liées aux projets informatiques)	31'005	28'750
Pertes résultant de la vente/sortie d'immobilisations corporelles	16'616	7'105
Total	176'878	127'292

11 Résultat financier

en milliers de francs

	2019	2018
Résultat des sociétés liées	-1'217	57
Gains de change sur les devises	1'454	1'632
Intérêts, dividendes, gains de change et dissolution corrections de valeur	807	577
Total des produits financiers	2'261	2'209
Intérêts, pertes de change sur titres, corrections de valeur	-10'920	-11'196
Total des charges financières	-10'920	-11'196
Total du résultat financier	-9'876	-8'929

12 Résultat extraordinaire

en milliers de francs

	2019	2018
Charges extraordinaires ¹	0	-29'350
Total	0	-29'350

¹ En 2018, la révision de l'OFT a mené à la BLS SA à un examen des coûts structurels sous l'angle du droit des subventions. Il a été constaté à cette occasion que certains effets dans l'application du modèle de charges d'intérêt durant les années 2014 à 2017 ont entraîné une différence de 29,35 millions de francs entre les intérêts calculés et les intérêts effectifs. La BLS SA a signé un accord avec l'OFT portant sur la compensation des différences de charges d'intérêt préfinancées et encaissées. Cet accord contraint BLS, durant les années suivantes, à verser ces fonds, d'un montant de 29,35 millions de francs, aux commanditaires du trafic régional voyageurs à titre de compensation sous la forme de réductions d'indemnités. Par conséquent, une provision équivalente pour les différences de charges d'intérêt a été inscrite dans les comptes annuels 2018 de la BLS SA.

13 Impôts

en milliers de francs

	2019	2018
Impôts courants sur le résultat	-1'833	-2'366
Impôts latents sur le résultat	-207	420
Total	-2'040	-1'946

Analyse des impôts sur le résultat

en milliers de francs

	2019	(adapté) 2018
Impôts sur le résultat avant prise en compte des reports de pertes et de l'effet de résultats non imposables	4'252	-2'915
Effet de la non-comptabilisation à l'actif de reports de pertes	1'897	2'301
Effet de l'utilisation de reports de pertes non comptabilisés à l'actif	0	-30
Effet de résultats non imposables	-3'715	2'074
Autres effets	-393	515
Impôts sur le résultat après prise en compte des reports de pertes et de l'effet de résultats non imposables	2'041	1'946

Le taux d'imposition moyen à appliquer sur la base du résultat ordinaire imposable est de 20,0 % (année précédente : 21,6 %).

14 Liquidités

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Caisse	1'302	1'403
Poste	3'921	19'158
Banque: moyens disponibles	137'397	185'148
Banque: moyens affectés à des fins déterminées ¹	237	209
Dépôts à terme	40'000	20'000
Total	182'858	225'918

¹ Seuil de fonds

15 Créances résultant de livraisons et de prestations

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Créances envers des tiers	67'109	61'260
Créances envers des sociétés liées	3'896	3'648
Corrections de valeur	-2'142	-2'061
Total	68'862	62'847

16 Autres créances à court terme

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Créances envers des autorités étatiques	8'494	1'030
Autres créances	2'319	4'301
Total	10'813	5'331

17 Stocks de marchandises, travaux en cours et prestations non facturées

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Matériel	23'356	23'636
Pièces détachées	58'640	59'706
Corrections de valeur Matériel et pièces détachées	-34'305	-35'255
Prestations non facturées	3'189	6'184
Indemnités	45'578	44'812
Travaux en cours	2'703	2'212
Total	99'161	101'296

18 Immobilisations corporelles

en milliers de francs

Coûts d'acquisition	Terrains non bâtis	Terrains et constructions	Voie ferrée/ assise	Caténaire/ installations de sécurité	Véhicules/ bateaux	Autres immobilisations corporelles	Installations en cours de construction	Total
Situation 1.1.2018	5'422	408'363	3'021'718	1'636'746	2'057'887	117'907	626'256	7'874'298
Entrées	873	6'091	33'129	4'690	16'911	2'875	255'973	320'541
Sorties	-1	-5'516	-6'532	-62'556	-24'106	-11'541	0	-110'251
Transferts	0	26'895	217'133	75'931	21'240	4'880	-355'763	-9'683
Différences de cours	0	0	0	0	186	-42	0	143
Situation 31.12.2018	6'294	435'833	3'265'448	1'654'810	2'072'118	114'078	526'466	8'075'047
<i>dont immeubles de rapport</i>		<i>8'039</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>591</i>	<i>8'630</i>
Entrée dans le périmètre de consolidation	0	0	0	0	99	987	0	1'086
Entrées	0	26'918	15'885	8'334	64'849	4'422	342'106	462'513
Sorties	0	-4'607	-20'101	-13'599	-14'642	-9'198	-1'297	-63'447
Transferts	-5'358	53'359	164'362	77'258	11'195	-7'213	-300'100	-6'497
Différences de cours	0	0	0	0	-5	-139	0	-144
Situation 31.12.2019	936	511'503	3'425'594	1'726'802	2'133'615	102'936	567'175	8'468'561
<i>dont immeubles de rapport</i>		<i>8'039</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>2'033</i>	<i>10'072</i>
Amortissements cumulés								
Situation 1.1.2018	0	201'191	908'000	895'531	1'036'160	83'609	0	3'124'492
Amortissements programmés	0	8'731	69'636	80'575	75'051	7'670	0	241'663
Dépréciations de valeur ¹	72	1'399	369	26	4'215	184	548	6'812
Sorties	0	-5'393	-4'647	-58'929	-21'448	-11'064	0	-101'481
Transferts	0	0	0	0	1'384	-1'384	0	0
Différences de cours	0	0	0	0	186	-10	0	175
Situation 31.12.2018	72	205'927	973'358	917'203	1'095'547	79'006	548	3'271'661
<i>dont immeubles de rapport</i>		<i>-661</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-661</i>
Entrée dans le périmètre de consolidation	0	0	0	0	45	792	0	837
Amortissements programmés	0	9'402	75'089	75'319	72'926	6'909	0	239'645
Dépréciations de valeur ¹	0	0	0	0	0	0	16'130	16'130
Sorties	0	-3'745	-10'826	-8'975	-13'169	-8'913	0	-45'629
Transferts	0	-98	247	8'911	111	-9'285	-396	-509
Différences de cours	0	0	0	0	-4	32	0	28
Situation 31.12.2019	72	211'485	1'037'868	992'458	1'155'457	68'540	16'282	3'482'163
<i>dont immeubles de rapport</i>		<i>-1'102</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-1'102</i>
Valeur comptable nette au 1.1.2018	5'422	207'172	2'113'718	741'214	1'021'728	34'297	626'256	4'749'805
Valeur comptable nette au 31.12.2018	6'222	229'906	2'292'090	737'607	976'571	35'073	525'918	4'803'385
Valeur comptable nette au 31.12.2019	864	300'018	2'387'725	734'345	978'157	34'395	550'893	4'986'398

¹ Les dépréciations de valeur englobent, durant l'année sous revue, 16,1 millions de francs ayant dû être amortis à la suite de l'arrêt du projet portant sur un nouveau système de planification des ressources. L'année précédente, cette position comprenait 6,8 millions de francs résultant de la moins-value durable dans le domaine Navigation, les valeurs comptables n'étant plus couvertes par les flux monétaires futurs.

Les installations en cours de construction comportent 129,5 millions de francs d'acomptes (année précédente : 57,2 millions de francs).

Des intérêts de capitaux de tiers à hauteur de 1,35 million de francs ont été portés à l'actif au cours de l'exercice sous revue (année précédente : 0,2 million de francs).

Les investissements comprennent des aides à l'investissement des pouvoirs publics et des prestations de tiers d'un montant de 11,3 millions de francs (année précédente : 21,6 millions de francs).

19 Immobilisations financières

en milliers de francs

	Titres	Participations sociétés liées	Impôts latents actifs	Autres immobilisations financières	Actifs résultant de réserves de cotisations patronales	Total
Valeur d'acquisition						
Situation 31.12.2018	15'821	4'066	5'132	70'180	1'416	96'616
Entrée dans le périmètre de consolidation	1'570	0	0	0	0	1'570
Variation durant l'année sous revue	-71	-1'217	-242	-49'978	2'808	-48'700
Situation 31.12.2019	17'320	2'849	4'890	20'203	4'224	49'486
Corrections de valeur cumulées						
Situation 31.12.2018	-2'286	-270	0	-154	0	-2'710
Variation durant l'année sous revue	294	0	0	-1	0	293
Situation 31.12.2019	-1'992	-270	0	-155	0	-2'417
Valeur comptable nette 31.12.2018	13'535	3'796	5'132	70'027	1'416	93'906
Valeur comptable nette 31.12.2019	15'328	2'579	4'890	20'048	4'224	47'070

20 Immobilisations incorporelles

en milliers de francs

	2019	2018
Valeur d'acquisition		
Situation 1.1	75'083	65'055
Entrée dans le périmètre de consolidation	167	0
Entrées	293	3'076
Sorties	-274	-2'729
Transferts	6'497	9'683
Différences de cours	-42	-2
Situation 31.12	81'725	75'083
Corrections de valeur cumulées		
Situation 1.1	43'847	38'135
Entrée dans le périmètre de consolidation	143	0
Amortissements programmés	9'557	8'049
Dépréciations de valeur	0	156
Sorties	-186	-2'493
Transferts	509	0
Différences de cours	-25	0
Situation 31.12	53'845	43'847
Valeur comptable nette 1.1	31'236	26'920
Valeur comptable nette 31.12	27'880	31'236

Les valeurs inscrites au bilan correspondent principalement à des logiciels et des licences.

21 Engagements résultant de livraisons et de prestations

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Engagements envers des tiers	86'859	68'896
Engagements envers des sociétés liées	68	32
Engagements envers des participants	0	63
Total	86'927	68'992

22 Autres engagements à court terme

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Engagements envers des caisses de pension	3'998	4'072
Engagements envers des assurances sociales	1'195	5'962
Autres engagements envers des tiers	7'129	3'676
Autres engagements envers des personnes proches de l'entreprise	2'097	1'809
Total	14'419	15'518

23 Comptes de régularisation passifs

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Jours de congés non pris, heures supplémentaires, services de piquet et primes de fidélité	18'742	15'971
Cartes mutlicourses Trafic voyageurs	38'625	38'667
Cartes à points Transport autos	4'037	4'132
Swedish Lease	1'377	1'515
Autres comptes de régularisation ¹	80'453	56'002
Total	143'234	116'287

¹ La position Autres comptes de régularisation comprend principalement des régularisations d'impôts, d'investissements et d'acomptes.

24 Engagements financiers

en milliers de francs

	Dettes produisant des intérêts	Matériel roulant financé avec aLCdF (sans intérêts)	Double voie (sans intérêts)	Infrastructure (sans intérêts)	FTP* (sans intérêts)	Autres	Total
	Envers des tiers	Envers des participants et des commanditaires	Envers des participants	Envers des participants	Envers des participants	Envers des participants	
Valeur comptable au 1.1.2018	455'000	49'332	191'700	1'040'799	2'121'021	3'086	3'860'937
Valeur comptable au 31.12.2018	669'500	41'065	191'700	995'130	2'146'044	3'086	4'046'525
Valeur comptable au 31.12.2019	735'280	32'778	191'700	966'075	2'173'508	3'086	4'102'426
Échéance à moins d'un an	80'520	7'574	0	0	0	0	88'094
Échéance à plus d'un an	654'760	25'204	191'700	966'075	2'173'508	3'086	4'014'332

* FTP = réalisation et financement de projets d'infrastructures de transports publics selon l'arrêté fédéral du 20 mars 1998

Opération de financement sans incidence sur la trésorerie

en milliers de francs

	2019	2018
Compensation du prêt servant au financement de matériel roulant avec les indemnités des pouvoirs publics	- 4'137	- 3'501
Compensation et délimitation du prêt servant au financement de l'infrastructure avec les indemnités des pouvoirs publics	- 28'121	- 34'960
Conversion de contributions à fonds perdu en prêts FTP	12'685	384
Autres opérations sans incidence sur les liquidités	- 65	0

Capitaux de tiers portant intérêts à long terme

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Placements privés		
2007–2022, coupon 3,200 %	20'000	20'000
2010–2030, coupon 2,500 %	100'000	100'000
2011–2024, coupon 1,620 %	100'000	100'000
2011–2021, coupon 1,420 %	25'000	25'000
2012–2032, coupon 1,428 %	25'000	25'000
2013–2038, coupon 1,820 %	60'000	60'000
2013–2029, coupon 1,950 %	30'000	30'000
2013–2033, coupon 2,027 %	30'000	30'000
2014–2025, coupon 0,680 %	20'000	20'000
2014–2026, coupon 0,760 %	25'000	25'000
Emprunts		
2018–2028, coupon 0,400 %, échéance à la valeur nominale au 12.12.2028	100'000	100'000
2018–2039, coupon 0,950 %, échéance à la valeur nominale au 12.12.2039	100'000	100'000

25 Provisions

en milliers de francs

	Provisions des institutions de prévoyance ¹	Provisions dans le domaine du personnel ²	Provision de restructuration	Impôts latents	Autres provisions ^{3,4,5}	Total
Situation au 1.1.2018 (adapté)	36'894	18'299	0	967	46'380	102'540
Constitution	0	473	12'610	0	40'789	53'873
Utilisation	-10'000	-1'723	0	0	-315	-12'038
Dissolution	0	-114	0	-680	-83	-876
Situation au 31.12.2018 (adapté)	26'894	16'935	12'610	288	86'771	143'498
Entrée dans le périmètre de consolidation	0	0	0	0	2'611	2'611
Constitution	0	1'341	0	0	8'916	10'256
Utilisation	-13'000	-660	-340	0	-9'959	-23'959
Dissolution	0	-1'943	0	-35	-6'663	-8'641
Transfert	0	0	0		-220	-220
Situation au 31.12.2019	13'894	15'672	12'270	253	81'457	123'546
Dont à court terme	13'894	689	4'111	0	58'579	77'274
Dont à long terme	0	14'983	8'159	253	22'878	46'273

¹ Voir explication 26.² Provisions pour primes de fidélité contractuelles futures au taux d'escompte de 2 % (année précédente: 2 %).³ Provisions pour sinistres avec une probabilité de survenance supérieure à 50 %.⁴ Une provision de 29,35 millions de francs a été constituée l'année précédente pour les différences de charges d'intérêt. Durant l'exercice sous revue, 7,4 millions de francs de celle-ci ont été utilisés.⁵ La provision pour les recettes Libero (adaptation) a été comptabilisée au 1^{er} janvier 2018 pour un montant de 31,4 millions de francs et augmentée de 8,2 millions de francs au 31 décembre 2018.

26 Prévoyance du personnel

En ce qui concerne la prévoyance professionnelle, il existe plusieurs contrats d'affiliation pour le personnel du groupe BLS avec des plans de prévoyance basés sur la primauté des cotisations :

BLS SA	2'785 collaborateurs Symova caisse de prévoyance BLS SA
BLS Cargo SA	101 collaborateurs Symova caisse de prévoyance BLS Cargo SA
Busland SA	107 collaborateurs Symova caisse de prévoyance Busland AG

Engagements à court terme

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Cotisations à la caisse de pension	3'978	4'026

Réserves pour cotisations patronales

en milliers de francs

	Valeur nominale 31.12.2019	Renonciation à l'utilisation 31.12.2019	Bilan 31.12.2019	Modification 2019	Bilan 31.12.2018	Résultat des RCE dans les charges de personnel 2019	Résultat des RCE dans les charges de personnel 2018
Institutions de prévoyance							
Institution de prévoyance de la BLS SA	3'147	0	3'147	2'595	709	-157	-293
Institution de prévoyance de BLS Cargo SA auprès de Symova	1'068	0	1'068	295	690	82	-3
Institution de prévoyance de Busland AG auprès de Symova	10	0	10	0	17	-7	-616
Total	4'224	0	4'224	2'890	1'416	-82	-912

Avantage économique/obligation économique et charges de prévoyance

en milliers de francs

	Défaut/excédent de couverture selon Swiss GAAP RPC 26 ¹ 31.12.2019	Part économique de l'entreprise		Variation avec effet sur le résultat durant l'exercice	Cotisations ajustées sur la période	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
		31.12.2019	31.12.2018			2019	2018
Plans de prévoyance							
Plans de prévoyance sans excédent/défaut de couverture	0	0	-26'894	0	0	0	27'228
Plans de prévoyance avec excédent de couverture	27'104	-13'894	0	-13'000 ²	40'730	27'730	1'409
Total	27'104	-13'894	-26'894	-13'000	40'730	27'730	28'637

Les données de l'excédent et du défaut de couverture selon Swiss GAAP RPC 26 reposent sur les résultats définitifs du 31 décembre 2019.

Le taux de couverture consolidé des caisses de prévoyance de BLS se monte à 115,3 % au 31.12.2019 (année précédente : 106,0 %).

¹Jusqu'à un taux de couverture de 113,20 %, des réserves de fluctuation de valeur sont constituées.

Un excédent de couverture selon Swiss GAAP RPC 26 ne se produit qu'après le dépassement de cette valeur cible.

²Versement sans incidence sur le résultat auprès de Symova d'un montant de 13 millions de francs.

7.7 Informations complémentaires relatives aux comptes annuels consolidés

Instruments financiers dérivés

en milliers de francs

Au cours de l'exercice sous revue, des opérations à terme sur devises en lien avec les chiffres d'affaires prévisionnels ont été conclues à des fins de couverture. La valeur de remplacement n'est pas reprise au bilan.

Instrument	Motiv	31.12.19		31.12.18			
		Volume de contrat	Valeurs actif	Valeurs passif	Volume de contrat	Valeurs actif	Valeurs passif
Devises	Couvertures	EUR 49'400	CHF 1'864	CHF 66	EUR 59'150	CHF 844	CHF 676

Cautionnements, obligations de garantie et constitutions de gages en faveur de tiers

Responsabilité solidaire sociétés simples

La BLS SA détient des participations avec responsabilité solidaire dans différentes sociétés simples. Il s'agit essentiellement de communautés tarifaires ainsi que de coopérations et de communautés de travail servant à la réalisation de projets limités dans le temps.

Engagements conditionnels

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Ouvrage NLFA axe Lötschberg ; travaux résiduels	2'520	2'520
Prestations des pouvoirs publics 2011 ^{1,2}	3'641	0
Parc de locomotives ^{1,3}	2'000	0

¹ Durant les années 2018 et 2019, la révision de l'OFT et le Contrôle fédéral des finances (CDF) ont mené divers contrôles des activités donnant droit aux indemnités au sein de BLS. Ces contrôles visent tout particulièrement à vérifier le calcul et l'utilisation des indemnités versées par les pouvoirs publics. Les organismes se sont penchés à cette occasion sur la question de la comptabilisation et l'allocation régulière des coûts et ont cherché à déterminer si les processus de fixation ex ante du montant des indemnités et de vérification ex post de la situation effective étaient adéquats. Les contrôles menés par le CDF comprenaient, entre autres, l'examen du parc de locomotives de BLS et ont été étendus au quatrième trimestre 2019 à l'ensemble des comptes des divisions du groupe BLS des années 2016 à 2018. Les contrôles menés par le CDF ne sont pas encore terminés à la date du bilan. Ils le seront vraisemblablement au cours de l'année 2020. Les constatations de la CDF concernent, entre autres, le potentiel d'optimisation en matière d'organisation et de processus ainsi que les fixations de prix des compensations internes au groupe (prix du marché vs coût de revient). L'avancée actuelle des contrôles ne permet pas valoriser le risque pour BLS. Au-delà des faits qui n'ont pas encore été divulgués, aucune autre constatation n'est faite à ce jour et qui devrait être saisie ou divulguée dans les comptes annuels.

² Le cas Libero a été identifié en interne au sein de BLS dans le cadre des négociations sur les offres pour 2019 et les années suivantes grâce aux remarques du canton de Berne, canton commanditaire. Concernant l'année 2011, on ne disposait pas encore d'informations fiables à la date du bilan pour savoir si les recettes des ventes d'abonnements demi-tarifs de la communauté tarifaire Libero n'avaient pas non plus été prises en compte dans le calcul des indemnités pour le trafic régional voyageurs Rail national pour la période d'offre 2011 et si ces dernières étaient, partant, trop élevées. Les vérifications finales seront effectuées durant l'exercice 2020. L'indication d'un éventuel montant à rembourser se fait par conséquent dans les engagements conditionnels à hauteur des recettes effectives de l'exercice 2011.

³ La BLS SA et BLS Cargo SA exploitent conjointement le parc de locomotives dans le but d'affecter de manière optimale les actifs centraux dans l'exploitation ferroviaire et d'obtenir le meilleur taux d'utilisation possible ainsi que de gérer le parc de véhicules et les aspects financiers de manière centralisée. Le parc de locomotives loue les locomotives aux clients, principalement BLS Cargo SA et le segment Mobilité des voyageurs (TRV et transport autos). Selon le rapport intermédiaire provisoire, il existe des différences entre les coûts prévus de l'offre, qui sont utilisés comme base pour le calcul des indemnités, et les coûts réels. L'évaluation visant à déterminer si ces différences entraîneront un remboursement est en cours. Elles sont indiquées dans les engagements conditionnels.

Actifs mis en gage

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Immobilisations corporelles soumises au droit de gage sur les entreprises de chemins de fer	12'086	12'086

Engagements sous-jacents

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Obligations selon le registre des gages sur les entreprises de chemins de fer		
Emprunts afférents à l'électrification	3'086	3'086
Prêts art. 56 LCdF (BN, GBS, SEZ) 1962	9'000	9'000

Actifs soumis à une restriction du droit de disposer

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Liquidités affectées à des fins déterminées ¹	237	209
Titres affectés à des fins déterminées	1'055	1'041

¹ Seuil de fonds**Montant total des actifs mis en gage ou cédés en garantie des engagements propres**

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Cédule hypothécaire, en premier rang sur l'immeuble portant l'inscription au registre foncier de Spiez no 6749	10'786	11'353

Contrats de location à long terme

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Contrat de location pour l'atelier de Bern Aebimatt, 31.12.2019	0	2'258
Contrat de location pour le bâtiment Bollwerk avec la Confédération suisse, 30.4.2021	1'784	3'123
Contrat de location Bollwerk 31, 3001 Berne, 30.6.2021	238	396
Contrat de location Pulverweg 7, Berthoud, 30.11.2022	320	430
Contrat de location Bucherstrasse, 3400 Berthoud, 30.6.2022	325	455
Contrat de location Sägemattstrasse 1, Köniz, 31.8.2020	2'403	1'092
Contrat de location pour l'atelier de Givisiez, 31.12.2025	5'542	6'070
Leasing opérationnel pour des ordinateurs portables avec Swisscom, 5.6.2025	4'606	5'528
Contrat de location Parkterrasse, Berne, 14.11.2022	551	738
Contrat de location Moosweg 14, Gwatt, 31.12.2023	555	0
Contrat de location Moosweg 16, Gwatt, 31.12.2023	512	0
Contrat de location Parallelstrasse 50, Frutigen, 30.9.2025	2'691	0

Obligations d'achat

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Montant résiduel de l'obligation d'achat de matériel roulant	457'383	588'741

Contrat d'actionnaire avec le canton de Berne et la Confédération concernant BLS Netz AG

Dans le cadre du détachement de l'infrastructure de BLS dans la société BLS Netz AG, il a été accordé à la Confédération des droits de porter sa participation à au moins deux tiers du capital-actions de BLS Netz AG en cas d'événements prédéterminés.

Principaux actionnaires

Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet dans l'annexe aux comptes annuels de la BLS SA, à la page 49.

Principales transactions avec des personnes proches de l'entreprise

en milliers de francs

	2019	<i>(adapté)</i> 2018
Confédération		
Indemnités	351'120	338'181
Remboursement de prêts	4'190	24'793
Accord OFT	0	37'591
Canton de Berne		
Indemnités	69'322	71'847
Remboursement de prêts	3'404	3'499
Accord avec le canton de Berne	946	0
RAlpin SA		
Livraisons et prestations de RAlpin SA	5	0
Livraisons et prestations pour RAlpin SA	47'017	47'771
Sillon Suisse SA		
Livraisons et prestations de Sillon Suisse SA	159	162
KPZ Fahrbahn AG		
Livraisons et prestations de KPZ Fahrbahn AG	317	286
Livraisons et prestations pour KPZ Fahrbahn AG	63	49
Jetboat Interlaken AG		
Livraisons et prestations de Jetboat Interlaken AG	28	28
Livraisons et prestations pour Jetboat Interlaken AG	56	70
Fondation collective Symova		
Paiement contribution pour modification des bases techniques	13'000	10'000
Stämpfli SA / Stämpfli Verlag AG		
Livraisons et prestations de Stämpfli SA / Stämpfli Verlag AG	466	501

Transparence concernant les rémunérations et les participations des membres du conseil d'administration et de la direction

Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet dans l'annexe aux comptes annuels de la BLS SA, à la page 49.

Liste des participations de la BLS SA

Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet dans l'annexe aux comptes annuels de la BLS SA, à la page 46.

Événements postérieurs à la date du bilan

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié l'épidémie de coronavirus (COVID-19) de pandémie en raison de sa propagation rapide à l'échelle mondiale. Plus de 150 pays sont touchés, et des mesures rigoureuses sont prises dans le but d'endiguer le virus. Dans le contexte actuel, l'insécurité économique augmente considérablement. Pour le groupe BLS, ceci se reflète en particulier dans la réduction de l'offre de transports publics.

La situation actuelle n'a aucun effet sur les valeurs comptables des actifs ou des passifs présentés au 31 décembre 2019. Selon la durée de la pandémie, les répercussions économiques de celle-ci pourraient cependant influencer de manière considérable les activités opérationnelles de BLS et partant, le patrimoine et les résultats (notamment les produits des transports et les prestations d'infrastructures). À ce jour, il n'est pas possible de réaliser une estimation fiable des conséquences financières pour l'exercice 2020. À l'heure actuelle, nous estimons néanmoins que notre capacité à poursuivre notre exploitation n'est pas menacée.

COMPTES ANNUELS 2019 DE LA BLS SA

8 Comptes annuels de la BLS SA

8.1 Compte de résultats

en milliers de francs

	Explication	2019	2018
Produits des transports		272'553	267'698
Indemnités		174'445	180'554
Autres produits d'exploitation	①	207'917	220'561
Prestations propres activées	②	58'878	53'185
Variations de stock de produits non finis et de produits finis ainsi que de prestations non facturées	③	2'176	787
Total des produits d'exploitation		715'969	722'784
Charges de matériel et de prestations de services	④	207'739	204'147
Charges de personnel		327'905	343'244
Autres charges d'exploitation	⑤	73'786	80'677
Total des charges d'exploitation		609'430	628'068
Résultat d'exploitation avant résultat financier, impôts, amortissements et corrections de valeur (EBITDA)		106'538	94'716
Amortissements et corrections de valeur sur les postes de l'actif immobilisé	⑥	86'016	78'340
Résultat d'exploitation avant résultat financier et impôts (EBIT)		20'523	16'376
Charges financières		-9'400	-10'690
Produits financiers		1'445	1'738
Perte résultant de la décomptabilisation/l'aliénation d'actifs immobilisés		-694	-1'927
Bénéfice résultant de l'aliénation d'actifs immobilisés		4	1
Résultat extraordinaire, unique ou hors période	⑦	-32'575	-28'148
Résultat avant impôts (EBT)		-20'697	-22'651
Impôts directs		0	-38
Perte annuelle		-20'697	-22'689

8.2 Bilan

en milliers de francs

Actifs	Explication	31.12.19	31.12.18
Liquidités		95'537	91'161
Créances résultant de livraisons et de prestations	8 9	97'582	49'306
Autres créances à court terme	8	3'024	27'672
Stocks et prestations non facturées	10	74'552	79'046
Actifs de régularisation		15'264	4'963
Total de l'actif circulant		285'959	252'149
Immobilisations financières	8	33'844	83'562
Participations	11	234'937	184'721
Immobilisations corporelles		984'584	981'213
Immobilisations incorporelles		10'858	14'737
Total des actifs immobilisés		1'264'223	1'264'233
Total des actifs		1'550'182	1'516'381
Passifs			
Engagements résultant de livraisons et de prestations	8	33'194	31'716
Engagements à court terme produisant des intérêts	8	60'000	0
Autres engagements à court terme	8	17'226	20'363
Passifs de régularisation		99'751	80'009
Provisions à court terme		74'124	32'496
Total des capitaux de tiers à court terme		284'294	164'585
Engagements à long terme produisant des intérêts	8	635'000	655'000
Autres engagements à long terme	8	275'108	282'428
Comptes de fonds		25'618	27'867
Provisions à long terme		77'345	112'983
Total des capitaux de tiers à long terme		1'013'071	1'078'278
Total des capitaux de tiers		1'297'365	1'242'862
Capital-actions		79'442	79'442
Réserves légales issues du capital			
Réserves issues d'apport de capital		24'037	24'037
Réserves légales issues du bénéfice			
Réserve légale générale		95'159	95'159
Réserve selon l'art. 36 LTV		9'995	3'453
Réserves facultatives issues du bénéfice			
Réserves libres		42'135	71'366
Réserves statutaires		24'086	24'086
Perte annuelle		-20'697	-22'689
Actions propres	12	-1'341	-1'336
Total du capital propre		252'817	273'519
Total des passifs		1'550'182	1'516'381

8.3 Annexe aux comptes annuels de la BLS SA

Informations générales

Les présents comptes annuels de la BLS SA, Berne ont été établis conformément aux prescriptions de la loi suisse, tout particulièrement celles des articles du Code des obligations consacrés à la comptabilité commerciale et à la présentation des comptes.

Conformément à l'art. 961d CO, l'entreprise renonce aux mentions supplémentaires dans l'annexe aux comptes annuels (art. 961a CO), au tableau des flux de trésorerie (art. 961b CO) et au rapport annuel (art. 961c CO), car les comptes du groupe BLS sont établis selon une norme reconnue.

Principes de comptabilisation et d'évaluation

Dépréciation (« impairment ») d'actifs

Lorsqu'il existe des signes indiquant une dépréciation, la valeur intrinsèque des actifs à la date du bilan est examinée. Dès lors que la valeur comptable est supérieure à la valeur utile en tant que valeur actuelle des futures entrées et sorties de trésorerie attendues ainsi qu'à la valeur nette de marché, la valeur de l'actif est ajustée à la plus élevée de ces deux valeurs. La dépréciation affecte le compte de résultats.

Créances résultant de livraisons et de prestations

Les créances résultant de livraisons et de prestations sont comptabilisées à leur valeur nominale, après déduction des corrections de valeur nécessaires à l'exploitation. Les risques de crédit spécifiques font l'objet d'une correction de valeur au cas par cas. Les créances non recouvrables sont amorties comme pertes.

Stocks et prestations non facturées

Les stocks de marchandises et les prestations non facturées sont valorisés au coût d'acquisition ou de fabrication, ou au montant net de leur valeur nette d'aliénation, si ce dernier montant est plus bas. Les coûts de fabrication comprennent tous les frais de production, y compris les participations à des frais de production en commun. Grâce à l'application de correctifs jugés adéquats au vu des critères admis en gestion d'entreprise, il est tenu compte de tous les risques reconnaissables de pertes sur des travaux en cours. Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. La valorisation des stocks de marchandises s'effectue selon la méthode du taux de rotation. Les escomptes sont traités comme des réductions du prix d'acquisition.

Les délimitations des indemnités (écart entre l'année comptable et l'année d'horaire) sont comptabilisées à l'actif dans les stocks et prestations non facturées. Les variations des délimitations correspondantes sont comptabilisées au compte de résultats, directement aux indemnités, car autrement la présentation des indemnités effectives est faussée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à la valeur d'acquisition ou du coût de revient et sont amorties de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée. Les charges d'intérêt sont portées à l'actif lors d'acquisitions importantes de valeurs patrimoniales si un délai considérable est nécessaire avant la mise en service de la valeur patrimoniale. L'inscription d'intérêts à l'actif se fait sur les coûts de financement effectifs imputables des capitaux de tiers. Les installations en cours de construction comportent également des acomptes sur immobilisations corporelles. Lors de l'acquisition de matériel roulant notamment, en raison de la production sur plusieurs années, plusieurs versements partiels sont effectués avant que les véhicules ne puissent être portés à l'actif et utilisés.

Les périodes d'amortissement sont les suivantes :

Périodes d'amortissement

	ans
Terrains non bâtis/ terrains (pas d'amortissement ordinaire)	
Bâtiments	50–80
Voie ferrée	25–33
Véhicules, bateaux	25–40
Matériel informatique et logiciels	4–10
Mobilier, appareils et outils	4–33

Valeurs incorporelles

Il s'agit de valeurs incorporelles acquises, qui comprennent principalement des logiciels et des licences. Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition ou de fabrication et sont amorties linéairement sur une durée d'utilisation pouvant aller de quatre à dix ans. Les prestations propres visant au développement d'immobilisations incorporelles sont activées au coût de fabrication.

Engagements financiers (à court et à long terme)

Il s'agit, d'une part, de prêts sans intérêt octroyés par les pouvoirs publics selon l'art. 56 LCdF. D'autre part, ce poste comprend des engagements portant intérêts pour des financements d'investissements de la BLS SA. Les capitaux de tiers portant intérêts sont obtenus en partie sur le marché du crédit sous la forme de crédits bancaires et d'hypothèques classiques et en partie sur le marché des capitaux, sous la forme de placements privés et d'emprunts.

La part des engagements financiers à rembourser ou à compenser avec les indemnités dans un délai d'un an est présentée comme un engagement à court terme. Ce poste est évalué à la valeur nominale.

Actions propres

Les actions propres sont portées au bilan à leur coût d'acquisition en déduction du capital propre à la date de leur acquisition. En cas de revente ultérieure, le gain ou la perte est comptabilisé(e) en tant que produit financier ou charge financière avec effet sur le résultat.

Sources de recettes

Les principales sources de recettes de la BLS SA sont les produits du trafic voyageurs, les ventes de billets du transport autos et les prestations des pouvoirs publics.

Les produits du trafic voyageurs comprennent la part de BLS dans les recettes de la vente de billets individuels et d'abonnements, tels que les abonnements généraux, demi-tarif et communautaires. La part de BLS est calculée sur la base des comptages et relevés effectués par l'Union des transports publics. La structure des titres de transport recensés, le nombre de voyageurs comptés et les tronçons parcourus sont extrapolés aux recettes de chaque entreprise de transport.

Les recettes du transport autos sont comptabilisées sur la base des transports effectués durant la période considérée.

Les prestations des pouvoirs publics regroupent le trafic voyageurs régional ainsi qu'en partie, le transport autos (sur la base de la loi sur le transport de voyageurs [LTV]) à concurrence des coûts non couverts.

Engagements et créances conditionnels

Les engagements conditionnels rassemblent des cautionnements, des obligations de garantie, des constitutions de gages ainsi que d'autres engagements de nature conditionnelle. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale. Les créances conditionnelles sont comptabilisées si l'apport de l'avantage économique est probable.

Produits des commissions

Le montant net des commissions est indiqué dans les autres produits d'exploitation. Cette présentation est effectuée par analogie aux comptes consolidés du groupe dans lesquels les valeurs nettes doivent être indiquées en raison des directives de présentation des comptes Swiss GAAP RPC. 

Explications relatives aux rubriques du compte de résultats en annexe

1 Autres produits d'exploitation

en milliers de francs

	2019	2018
Produits accessoires	21'190	23'096
Prestations pour des sociétés du groupe et des tiers	89'302	94'604
Produits de loyers et de baux	4'005	4'361
Prestations de personnel pour BLS Netz AG	93'420	98'500
Total	207'917	220'561

2 Prestations propres activées

in en milliers de francs

	2019	2018
Prestations propres afférentes au matériel et aux pièces détachées	43'686	39'759
Prestations propres afférentes aux investissements	15'192	13'426
Total	58'878	53'185

3 Variations de stock de produits finis, de produits non finis et de prestations non facturées

in en milliers de francs

	2019	2018
Variation de stock de produits finis et non finis	490	790
Variations des prestations non facturées	1'686	- 4
Total	2'176	787

4 Charges afférentes au matériel et aux prestations

in en milliers de francs

	2019	2018
Charges de matériel	63'493	61'587
Utilisation d'infrastructures	85'713	86'943
Charges de prestations de services	58'532	55'617
Total	207'739	204'147

5 Autres produits d'exploitation

en milliers de francs

	2019	2018
Loyers	11'304	9'728
Énergie	2'343	2'234
Assurances	3'184	5'048
Taxes, droits, licences	20'158	18'555
Prestations de tiers pour l'entretien	6'390	11'884
Publicité, RP	5'755	5'169
Frais de gestion	24'651	28'059
Total	73'786	80'677

6 Amortissements et corrections de valeur sur les rubriques de l'actif immobilisé

en milliers de francs

	2019	2018
Amortissements	69'886	71'372
Corrections de valeur	16'130	6'968
Total	86'016	78'340

Les dépréciations de valeur englobent, durant l'année sous revue, 16,1 millions de francs ayant dû être amortis à la suite de l'arrêt du projet portant sur un nouveau système de planification des ressources. L'année précédente, cette position comprenait 7 millions de francs résultant de la moins-value durable dans le domaine Navigation, les valeurs comptables n'étant plus couvertes par les flux monétaires futurs.

7 Résultat extraordinaire, unique ou hors période

en milliers de francs

	31.12.19 ¹	31.12.18 ²
Produits extraordinaires, uniques ou hors période	5'782	1'202
Charges extraordinaires, uniques ou hors période	-38'357	-29'350
Total	-32'575	-28'148

¹ À la suite d'une erreur dans la planification des recettes, la BLS SA a reçu des indemnités trop élevées au cours des dernières années. Les recettes de la vente d'abonnements demi-tarif au sein de la communauté tarifaire Libero n'ont pas été incluses dans les offres du trafic régional voyageurs (TRV). Un accord a été conclu avec l'Office fédéral des transports (OFT) et les cantons pour le remboursement des 38,4 millions de francs d'indemnités excédentaires pour les années 2012 à 2018. Une provision du même montant a été constituée dans les comptes annuels statutaires de la BLS SA. Pour l'année 2011, se reporter aux engagements conditionnels à la page 48.

Les 5,8 millions de francs de produits extraordinaires résultent de la prise en charge des coûts de projet en lien avec l'entrée sur le marché du trafic grandes lignes et de la fondation de la société BLS trafic longues distances SA.

² L'année précédente, un bénéfice Intercompany résultant de l'aliénation d'une immobilisation corporelle a été comptabilisé rétrospectivement. La transaction concernant la période précédente, elle a été comptabilisée en tant que produit extraordinaire.

Les charges extraordinaires sont liées à la révision de l'OFT, qui a mené à BLS à un examen des coûts structurels sous l'angle du droit des subventions. Il a été constaté à cette occasion que certains effets dans l'application du modèle de charges d'intérêt durant les années 2014 à 2017 ont entraîné une différence de 29,35 millions de francs entre les intérêts calculés et les intérêts effectifs. La BLS SA a signé un accord d'un montant de 29,35 millions de francs avec l'OFT portant sur la compensation des différences de charges d'intérêt préfinancées et encaissées dans le «Trafic régional voyageurs Rail national» jusqu'au 31 décembre 2017. Par conséquent, une provision d'un montant équivalent pour le modèle de charges d'intérêt a été inscrite dans les comptes annuels 2018 de la BLS SA.

8 Répartition des créances et des engagements selon la contrepartie

en milliers de francs

Rubrique du bilan/ contrepartie	Envers des tiers		Envers des intéressés et des organes		Envers des participations		Total	
	31.12.19	31.12.18	31.12.19	31.12.18	31.12.19	31.12.18	31.12.19	31.12.18
Exercice								
Créances résultant de livraisons et de prestations	20'767	21'336	0	0	76'815	27'970	97'582	49'306
Autres créances à court terme	3'024	4'005	0	0	0	23'667	3'024	27'672
Immobilisations financières	33'844	83'562	0	0	0	0	33'844	83'562
Engagements résultant de livraisons et de prestations	28'266	25'655	0	0	4'928	6'061	33'194	31'716
Engagements à court terme produisant des intérêts	60'000	0	0	0	0	0	60'000	0
Autres engagements à court terme	6'156	12'310	11'070	8'053	0	0	17'226	20'363
Engagements à long terme produisant des intérêts	635'000	655'000	0	0	0	0	635'000	655'000
Autres engagements à long terme	976	1'220	274'132	281'209	0	0	275'108	282'428

Engagements à long terme portant intérêts

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Placements privés		
2007–2022, coupon 3,200 %	20'000	20'000
2010–2030, coupon 2,500 %	100'000	100'000
2011–2024, coupon 1,620 %	100'000	100'000
2011–2021, coupon 1,420 %	25'000	25'000
2012–2032, coupon 1,428 %	25'000	25'000
2013–2038, coupon 1,820 %	60'000	60'000
2013–2029, coupon 1,950 %	30'000	30'000
2013–2033, coupon 2,027 %	30'000	30'000
2014–2025, coupon 0,680 %	20'000	20'000
2014–2026, coupon 0,760 %	25'000	25'000
Emprunts		
2018–2028, coupon 0,400 %, échéance à la valeur nominale au 12.12.2028	100'000	100'000
2018–2039, coupon 0,950 %, échéance à la valeur nominale au 12.12.2039	100'000	100'000

9 Créances résultant de livraisons et des prestations envers des tiers

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Créances résultant de livraisons et des prestations envers des tiers	21'238	21'877
Corrections de valeur	- 471	- 541
Total	20'767	21'336

10 Stocks et prestations non facturées

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Matériel	4'819	4'111
Pièces détachées	56'986	58'684
Corrections de valeur sur matériel et pièces détachées	- 21'784	- 22'678
Travaux en cours	2'703	2'212
Prestations non facturées	2'301	616
Compensations	29'527	36'101
Total	74'552	79'046

11 Participations de 20 % et plus

en milliers de francs/euros

Participations	Siège	Capital social		Parts de capital et de droit de vote en %	
		31.12.19	31.12.18	31.12.19	31.12.18
BLS Cargo SA/ société de transport	Berne	CHF 60'000	CHF 60'000	52,0	52,0
Busland AG/ société de transport	Berthoud	CHF 1'418	CHF 1'418	86,5	86,5
BLS Netz AG / société d'infrastructure	Berne	CHF 387'970	CHF 387'970	33,4	33,4
BLS Immobiliers SA / société immobilière	Berthoud	CHF 8'000	CHF 8'000	100,0	100,0
BLS trafic longues distances SA/ société de transport	Berne	CHF 20'000	CHF 0	100,0	0,0
RAlpin SA/ société de transport	Olten	CHF 4'530	CHF 4'530	33,1	33,1
Sillon Suisse SA/groupement d'intérêts	Berne	CHF 100	CHF 100	25,0	25,0
KPZ Fahrbahn AG/centre de compétences	Berne	CHF 100	CHF 100	50,0	50,0
JETBOAT Interlaken AG/entreprise touristique	Interlaken	CHF 100	CHF 100	33,4	33,4
Participations indirectes	Siège	Capital social		Parts de capital et de droit de vote en %	
BLS Cargo Deutschland GmbH/ société de transport	Weil am Rhein (DE)	EUR 50	EUR 50	52,0	52,0
BLS Cargo Italia S.r.l./ société de transport	Beura Cardezza (IT)	EUR 50	EUR 50	52,0	52,0
Crossrail Benelux NV / société de transport	Anvers (BE)	EUR 3'450	EUR 0	52,0	0,0

12 Actions propres

en milliers de francs

	Unités	Prix ø en francs	Montant
Situation au 1.1.2018	2'957'641	0.45	1'334
Achats	4'500	0.47	2
Ventes	- 500	0.60	0
Situation au 31.12.2018	2'961'641	0.45	1'336
Achats	16'868	0.44	8
Ventes	- 5'000	0.55	- 3
Situation au 31.12.2019	2'973'509	0.45	1'341

Actifs soumis à une restriction du droit de disposer

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Liquidités affectées à des fins déterminées	237	209
Titres affectés à des fins déterminées	1'055	1'041
Total	1'292	1'250

Informations complémentaires

Engagements envers les institutions de prévoyance

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Soldes de décompte	3'998	4'072
Provisions	13'894	26'894
Total	17'892	30'966

Postes à plein temps

Le nombre de postes à plein temps en moyenne annuelle était supérieur à 250 au cours de l'exercice sous revue et de l'exercice précédent.

Responsabilité solidaire sociétés simples

La BLS SA détient des participations avec responsabilité solidaire dans différentes sociétés simples. Il s'agit essentiellement de petites communautés tarifaires ainsi que de coopérations et de communautés de travail servant à la réalisation de projets limités dans le temps.

Responsabilité solidaire des membres du groupe en raison l'imposition de groupe à la TVA

La BLS SA est rattachée à l'imposition de groupe du groupe BLS en matière de taxe sur la valeur ajoutée. Les membres du groupe forment conjointement un assujetti à l'égard de l'administration fiscale. Selon l'ordonnance sur la taxe sur la valeur ajoutée, toutes les sociétés concernées par l'imposition de groupe sont solidairement responsables avec l'assujetti (représentant du groupe) de tous les impôts dus par le groupe.

Engagements conditionnels

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Éventuels coûts subséquents résultant de matériel roulant obsolète avec installations contenant de l'amiante	p.m.	p.m.
Prestations des pouvoirs publics 2011 ^{1,2}	3'438	0
Parc de locomotives ^{1,3}	2'000	0

¹ Durant les années 2018 et 2019, la révision de l'OFT et le Contrôle fédéral des finances (CDF) ont mené divers contrôles des activités donnant droit aux indemnités au sein de BLS. Ces contrôles visent tout particulièrement à vérifier le calcul et l'utilisation des indemnités versées par les pouvoirs publics. Les organismes se sont penchés à cette occasion sur la question de la comptabilisation et l'allocation régulière des coûts et ont cherché à déterminer si les processus de fixation ex ante du montant des indemnités et de vérification ex post de la situation effective étaient adéquats.

Les contrôles menés par le CDF comprenaient, entre autres, l'examen du parc de locomotives de BLS et ont été étendus au quatrième trimestre 2019 à l'ensemble des comptes des divisions du groupe BLS des années 2016 à 2018. Les contrôles menés par la CDF ne sont pas encore terminés à la date du bilan. Ils le seront vraisemblablement au cours de l'année 2020. Les constatations de la CDF concernent, entre autres, le potentiel d'optimisation en matière d'organisation et de processus ainsi que les fixations de prix des compensations internes au groupe (prix du marché vs coût de revient). L'avancée actuelle des contrôles ne permet pas valoriser le risque pour BLS. Au-delà des faits qui n'ont pas encore été divulgués, aucune autre constatation n'est faite à ce jour et qui devrait être saisie ou divulguée dans les comptes annuels.

² Le cas Libero a été identifié en interne au sein de BLS dans le cadre des négociations sur les offres pour 2019 et les années suivantes grâce aux remarques du canton de Berne, canton commanditaire. Concernant l'année 2011, on ne disposait pas encore d'informations fiables à la date du bilan pour savoir si les recettes des ventes d'abonnements demi-tarifs de la communauté tarifaire Libero n'avaient pas non plus été prises en compte dans le calcul des indemnités pour le trafic régional voyageurs Rail national pour la période d'offre 2011 et si ces dernières étaient, partant, trop élevées. Les vérifications finales seront effectuées durant l'exercice 2020. L'indication d'un éventuel montant à rembourser se fait par conséquent dans les engagements conditionnels à concurrence des recettes effectives de l'année 2011.

³ La BLS SA et BLS Cargo SA exploitent conjointement le parc de locomotives dans le but d'affecter de manière optimale les actifs centraux dans l'exploitation ferroviaire et d'obtenir le meilleur taux d'utilisation possible ainsi que de gérer le parc de véhicules et les aspects financiers de manière centralisée. Le parc de locomotives loue les locomotives aux clients, principalement BLS Cargo SA et le segment Mobilité des voyageurs (TRV et transport autos). Selon le rapport intermédiaire provisoire, il existe des différences entre les coûts prévus de l'offre, qui sont utilisés comme base pour le calcul des indemnités, et les coûts réels. L'évaluation visant à déterminer si ces différences entraîneront un remboursement est en cours. L'indication se fait par conséquent dans les engagements conditionnels.

Contrats de location à long terme

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Contrat de location pour l'atelier de Bern Aebimatt avec les CFF, 31.12.2019	0	2'258
Contrat de location pour le bâtiment Bollwerk avec la Confédération suisse, 30.4.2021	1'784	3'123
Contrat de location Bollwerk 31, 3001 Berne, 30.6.2021	238	396
Contrat de location Genfergasse, 3001 Berne, 30.6.2022	2'601	3'641
Contrat de location Bucherstrasse, 3400 Berthoud, 30.6.2022	325	455
Contrat de location Sägemattstrasse 1, Köniz, 31.8.2020	2'403	1'092
Contrat de location pour l'atelier TPF à Givisiez, 31.12.2025	5'542	6'070
Leasing opérationnel pour des ordinateurs portables avec Swisscom, 5.6.2025	4'606	5'528
Contrat de location Parkterrasse, Berne, 14.11.2022	551	738
Contrat de location Moosweg 14, Gwatt, 31.12.2023	555	0
Contrat de location Moosweg 16, Gwatt, 31.12.2023	512	0

Obligations d'achat

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Montant résiduel de l'obligation d'achat de matériel roulant	432'259	588'741

Montant couvert par les assurances de choses et responsabilité civile (art. 3 al. 2 OCEC)

en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Montant couvert par l'assurance de choses par sinistre	300'000	300'000
Montant couvert par l'assurance responsabilité civile par an	450'000	450'000

Principaux actionnaires

nominal en francs

Participation au capital	31.12.19	en %	31.12.18	en %
Canton de Berne	44'290'504	55,75	44'290'504	55,75
Confédération suisse (Confédération)	17'240'608	21,70	17'240'608	21,70
Actions sans droit de vote (propres, banques, non échangées)	7'147'192	9,00	7'651'415	9,63
Personnes physiques et morales	4'850'265	6,11	4 683'899	5,90
Autres cantons, communes	5'913'767	7,44	5'575'910	7,02
Total	79'442'336	100,00	79'442'336	100,00

Les actions nominatives de la BLS SA, d'une valeur de nominale de 1 franc chacune, sont négociables sur la plate-forme OTC-X de la BCBE (valeur 2588916).

Transparence concernant les rémunérations et les participations des membres du conseil d'administration et de la direction

Rémunérations du conseil d'administration

en francs

	2019		2018	
	Rémunérations	Prestations sociales Part de BLS	Rémunérations	Prestations sociales Part de BLS
Dr. Rudolf Stämpfli*, président	59'000	0	60'800	0
Renate Amstutz Bettschart, vice-présidente	30'100	1'346	36'400	2'027
Lorenz Bösch, membre	29'100	1'346	28'200	1'577
Josef Küttel, membre	31'240	590	28'200	683
Martin Bütikofer, membre	41'700	1'995	34'207	2'346
Ulrich Dietiker, membre	43'840	1'239	39'000	1'384
Viviana Buchmann-Tosi, membre	40'240	1'054	34'500	1'007
Bernhard Antener, membre (à partir du 1.6.2018)	37'200	1'763	16'450	1'314
Stefanie Zimmermann, membre (à partir du 4.4.2019)	26'375	1'237	0	0
Viola Amherd, membre (du 17.5.2018 au 17.12.2018)	0	0	12'675	1'070
Jean-Michel Cina*, membre (jusqu'au 17.5.2018)	0	0	10'125	563
Barbara Egger-Jenzer*, membre (jusqu'au 31.5.2018)	0	0	13'550	0
Total	338'795	10'570	314'107	11'971

* Le paiement a été effectué en tout ou en partie à l'employeur.

Les membres du conseil d'administration répertoriés sont également membres du conseil d'administration de BLS Netz AG.

La part d'indemnités de BLS Netz AG est comprise dans les montants indiqués. Aucun prêt ni crédit n'a été accordé, et aucun n'est en cours.

Participations du conseil d'administration

	31.12.19	31.12.18
Martin Bütikofer, membre	320 actions	320 actions
Total	320 actions	320 actions

Il n'existe pas de droits de conversion ni d'option.

Rémunérations de la direction

en francs

	Salaire de base	Salaire variable ¹	Rémunération totale	Prestations sociales Part de BLS
2018				
Bernard Guillelmon, président de la direction	364'176	100'148	464'324	87'967
Total 9 personnes (8,5 postes à plein temps à l'année au total)	2'246'308	504'024	2'750'332	512'024
2019				
Bernard Guillelmon, président de la direction	364'176	100'150	464'326	87'672
Total 9 personnes (7,25 postes à plein temps à l'année au total)	1'897'360	459'880	2'357'240	441'390

¹ Les composantes salariales variables comprennent respectivement les montants versés au cours de l'exercice sous revue. Aucun prêt ni crédit n'a été accordé, et aucun n'est en cours.

Participations de la direction

	31.12.19	31.12.18
Bernard Guillelmon, président de la direction	80 actions	80 actions
Daniel Wyder, chef de l'infrastructure	200 actions	200 actions
Total	280 actions	280 actions

Il n'existe pas de droits de conversion ni d'option.

Vérification par l'OFT en matière de législation sur les subventions

En raison de l'adaptation du système de surveillance pour les subventions dans les transports publics, l'OFT renonce à l'approbation des comptes annuels, mais vérifie les comptes annuels approuvés.

Événements postérieurs à la date du bilan

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié l'épidémie de coronavirus (COVID-19) de pandémie en raison de sa propagation rapide à l'échelle mondiale. Plus de 150 pays sont touchés, et des mesures rigoureuses sont prises dans le but d'endiguer le virus. Dans le contexte actuel, l'insécurité économique augmente considérablement. Pour le groupe BLS, ceci se reflète en particulier dans la réduction de l'offre de transports publics.

La situation actuelle n'a aucun effet sur les valeurs comptables des actifs ou des passifs présentés au 31 décembre 2019. Selon la durée de la pandémie, les répercussions économiques de celle-ci pourraient cependant influencer les activités opérationnelles de BLS et partant, le patrimoine et les résultats. À ce jour, il n'est pas possible de réaliser une estimation fiable des conséquences financières pour l'exercice 2020. À l'heure actuelle, nous estimons néanmoins que notre capacité à poursuivre notre exploitation n'est pas menacée. Le conseil d'administration a adopté les comptes annuels le 7 avril 2020.

Proposition du conseil d'administration concernant l'affectation du résultat du bilan en milliers de francs

	31.12.19	31.12.18
Perte annuelle	-20'697	-22'689
Résultat du bilan	-20'697	-22'689
Dissolution/affectation de réserves spéciales selon l'art. 36 LTV ¹	17'146	-8'445
Dissolution de réserves spéciales TVMA ² selon l'art. 36 LTV ¹	662	1'904
Résultat du bilan à disposition de l'assemblée générale	-2'889	-29'231
Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale d'affecter le résultat du bilan de la façon suivante:		
Prélèvement des réserves libres	2'889	29'231
Report à nouveau	0	0

¹ L'assemblée générale ne peut que prendre connaissance de l'affectation et du prélèvement des réserves conformément à l'art. 36.

² Transport de véhicules à moteur accompagnés (transport autos).